

La participation de militaires français au massacre du 13 mai 1994 à Bisesero ? Une enquête manipulée

Jacques Morel

26 mai 2014, v1.9

Résumé

Sur la base d'interviews réalisés en avril 2009 et février 2010, Serge Farnel assure qu'il a recueilli les preuves que des militaires français ont participé au grand massacre des 13 et 14 mai 1994 à Bisesero, au Rwanda. Après avoir fait publier un article dans le *Wall Street Journal* en 2010, il sort un livre en novembre 2011 où il assure que le 13 mai « la population hutu a achevé les blessés » que « des soldats français auraient commencé par pilonner, puis mitrailler ». ¹ Rien dans tous les témoignages de rescapés ne venait accréditer auparavant une telle version des faits. Aucun n'avait évoqué la présence de Français lors de cette attaque du 13 mai, la plus meurtrière qu'ils ont subie. Un examen attentif des témoignages présentés et de la méthode utilisée fait apparaître la fragilité de la preuve avancée. Le scénario est construit à partir d'affirmations de miliciens trop heureux de faire accréditer une version de leur histoire où ils ne sont plus les pires des assassins. Lors des entretiens, les rescapés sont manipulés par l'enquêteur afin de leur faire dire ce qu'ils n'ont jamais dit auparavant. Réinterrogés, nombre d'entre eux contredisent les propos qui leur sont prêtés. D'autres témoignages sont présentés mais n'évoquent pas la présence de Français les 12 et 13 mai. Leurs auteurs sont ainsi convoqués pour justifier une thèse qui leur est étrangère. Celle-ci mise à part, certains témoignages de rescapés gardent leur valeur.

La gravité des accusations contre l'armée française nécessitait des vérifications qui n'ont pas été faites. La diffusion de ces accusations non étayées ne peut que jeter le trouble sur les plaintes déposées en 2005 contre des militaires français, que la justice montre si peu d'empressement à instruire.

1 Les accusations contre les militaires français sur Bisesero

Les militaires français de l'opération Turquoise sont accusés d'avoir rencontré des survivants tutsi à Bisesero le 27 juin 1994 et de les avoir abandonnés alors qu'ils étaient attaqués quotidiennement. ² Ce n'est que 3 jours après, le 30 juin, que, sur intervention de journalistes, quelques militaires français sont venus à la rencontre des Tutsi et ont provoqué l'opération de secours. Les charges contre les militaires français pourraient s'avérer plus lourdes. Ils étaient informés le 26 juin, et même dès le tout début de l'opération Turquoise, de l'existence de Tutsi en danger et ils se seraient entendus avec les autorités génocidaires pour que celle-ci éliminent les Tutsi restants, les Français les faisant passer pour des combattants du FPR qui visaient à couper en deux la zone encore tenue par le gouvernement intérimaire rwandais.

Trois survivants de Bisesero ont déposé plainte en 2005 devant le Tribunal aux armées de Paris pour complicité de génocide contre l'armée française. En 2010, le dossier a été transmis au pôle génocide du Tribunal de grande instance de Paris.

1. Serge Farnel, *Rwanda, 13 mai 1994, Un massacre français ?*, L'Esprit frappeur, Aviso, 2011.

2. Patrick de Saint-Exupéry, *L'inavouable - La France au Rwanda*, Les Arènes, 2004.

2 La présence de Français au Rwanda pendant le génocide

La présence de militaires français au Rwanda pendant le génocide est attestée par des témoignages, dont ceux des généraux Quesnot et Lafourcade.³ Celle-ci a été implicitement justifiée par le fait que les Accords d'Arusha n'interdisaient pas la présence de militaires dans le cadre de la Coopération. L'envoi de mercenaires recrutés par l'ex-capitaine Barril pour former « *une unité d'élite qui se préparait à mener des attaques derrière les lignes du FPR* » est signalée par Allison Des Forges⁴ et le contrat de Barril avec le gouvernement intérimaire a été rendu public.⁵

Il est probable que l'armée française a laissé derrière elle des « sonnettes » pour faire du renseignement. C'est notamment la fonction des CRAP,⁶ en particulier ceux du 13^e RDP qui dépend de la Direction du renseignement militaire (DRM).

Un officier de la DGSE⁷ a reconnu récemment sa présence en Zuwanie sous couvert d'une affectation comme logisticien dans une ONG fournissant des médicaments. On reconnaît aisément qu'il s'agit du Rwanda.⁸ Il séjourne à Kigali, à Butare et va à Cyangugu et à Goma.

L'ancien chauffeur de Bagosora, Tharcisse Nsengiyumva, a déclaré avoir vu des soldats français à une barrière sur le pont de la Nyabarongo en se dirigeant de Kigali à Gitarama le 24 avril 1994.⁹ L'auteur de l'interview, Cécile Grenier, a collecté d'autres témoignages relatifs à la présence de Français durant le génocide. Ceux-ci émanant pour la plupart de tueurs, elle ne les a pas publiés mais les a considérés comme des éléments d'information nécessitant confirmation par d'autres sources. Dans les témoignages qu'elle nous a communiqués, la présence de militaires ou mercenaires français est signalée principalement dans la région de Gikongoro.

Patrick de Saint-Exupéry cite un témoignage selon lequel : « *Des Français se battaient à la mi-mai aux côtés des Forces armées rwandaises (FAR) dans la région de Butare.* »¹⁰

Quoiqu'une telle intervention soit jugée impensable, les propos que tient le général Huchon au colonel Rwabalinda, rapportés par celui-ci qui le rencontre le 9 mai 1994, laissent entendre que de telles actions ne seraient pas impossibles : « *Il faut sans tarder fournir toutes les preuves prouvant la légitimité de la guerre que mène le Rwanda de façon à retourner l'opinion internationale en faveur du Rwanda et pouvoir reprendre la coopération bilatérale. Entre-temps, la maison militaire de coopération prépare les actions de secours à mener à notre faveur [sic]. Le téléphone sécurisé permettant au Général BIZIMUNGU et au Général HUCHON de converser sans être écouté (cryptophonie) par une tierce personne a été acheminé sur KIGALI.* »¹¹

Notons aussi la concomitance des massacres des 13-14 mai avec la présence de Bernard Kouchner qui va au Rwanda du 10 au 17 mai pour tenter d'évacuer des orphelins vers la France. Il est le 12 à Kigali. Le 13, il y visite deux orphelinats. Le 14, il intervient à la radio rwandaise.¹² Le 15, il va à Gitarama rencontrer le gouvernement intérimaire et à son retour il essuie les tirs du FPR.¹³ Il était accompagné du colonel Bagosora, qui lui faisait ouvrir les barrières.

Il ne faut donc par écarter *a priori* comme farfelus les témoignages de Rwandais qui disent avoir vu des militaires ou mercenaires français dans la région de Kibuye.

Cependant, aucun rescapé de Bisesero, interrogé par African Rights¹⁴, par la commission Mucyo,¹⁵

3. Entretien d'Olivier Lanotte avec le général Quesnot, janvier 2006. Cf. O. Lanotte, [5, p. 369 note 107]; Entretien du 16 février 2006 avec le général Lafourcade. Cf. G. Périès, D. Servenay [6, p. 324]; Général Lafourcade [4, pp. 29-30].

4. *Aucun témoin ne doit survivre* [3, p. 774].

5. Contrat d'assistance, signé par le Premier ministre du Rwanda et par le capitaine Barril, 28 mai 1994. Cf. Sylvie Coma, *Rwanda : les bonnes affaires du capitaine Barril au temps du génocide*, Charlie Hebdo, 9 septembre 2009, pp. 8-9. <http://www.francegenocidetutsi.org/BarrilContratAssistance28mai1994.pdf>

6. CRAP : Commandos de recherche et d'action en profondeur.

7. DGSE : Direction générale de la sûreté extérieure, agence française de renseignement et d'espionnage.

8. Colonel Thierry Jouan, *Une vie dans l'ombre*, Editions du Rocher, 2012.

9. Interview de Tharcisse Nsengiyumva par Cécile Grenier, 8-9 janvier 2003, Remera (Kigali). <http://www.francegenocidetutsi.org/TharcisseNsengiyumva.pdf>

10. Patrick de Saint-Exupéry, *France-Rwanda : des mensonges d'État*, Le Figaro, 2 avril 1998, p. 4, colonne 7.

11. Ephrem Rwabalinda, *Rapport de visite fait auprès de la maison militaire de coopération à Paris*, 16 mai 1994. <http://www.francegenocidetutsi.org/RwabalindaRapport.pdf>

12. Renaud Girard, *Rwanda : le combat singulier de Marc Vaiteer*, Le Figaro, 16 mai 1994, p. 4

13. Mark Huband, *Convoy peppered by bullets as Rwanda rebels fire on UN*, The Guardian, 16 mai 1994. <http://www.francerwandagenocide.org/documents/TheGuardianMarkHuband16mai1994.pdf>

14. African Rights, *Résistance au Génocide - Bisesero - Avril-Juin 1994*, 1998.

15. République du Rwanda, Commission nationale indépendante chargée de rassembler les preuves montrant l'implica-

ou d'autres enquêteurs, n'a signalé la participation de Français dans les attaques à Bisesero, les 13 et 14 mai 1994. De même, de tels témoignages n'apparaissent pas lors des procès au TPIR des responsables des tueries de la région de Kibuye, les Kayishema, Ruzindana, Mpanbara, Musema, Niyitegeka, Ntakirutimana père et fils, etc. Cependant, d'une part nous n'avons pris connaissance que d'une très faible partie des transcriptions d'audience, d'autre part, il est connu que le bureau du Procureur comme les juges coupent court à toute allusion au rôle des Français dans ce génocide.

3 Le massacre des 13-14 mai à Bisesero

Il est décrit dans l'enquête réalisée par African Rights à laquelle des rescapés ont directement collaboré. Durant le mois d'avril, les Tutsi réfugiés sur les collines de Bisesero s'organisèrent pour résister aux attaques. Siméon Karamaga, adjoint de Birara qui commandait la résistance, explique que les plus forts se couchaient en laissant les attaquants arriver puis se mélangeaient à eux :

Les miliciens portaient des habits blancs quand ils nous attaquaient. Lorsque nous les voyions arriver, j'allais devant les autres et je demandais à tout le monde de se coucher. Les miliciens arrivaient en tirant. Mais, lorsqu'ils se rendaient compte que tout le monde était couché, ils se rapprochaient. Je demandais alors aux Abaseseros de se lever et de se mêler aux miliciens, car ainsi, ils ne pouvaient pas jeter des grenades ou tirer avec leur fusil sans prendre le risque de tuer les leurs.

Notre commandant, Birara, restait derrière pour surveiller les personnes qui avaient peur : il donnait des coups de bâton à ceux qui refusaient d'avancer. Il demandait également aux femmes et aux enfants d'apporter des pierres ou des bâtons. Notre commandant essayait de cacher les cadavres des Abaseseros, pour ne pas provoquer la crainte chez les autres au moment du combat.¹⁶

Ils réussirent même à tuer quelques assaillants. Début mai, ces attaques cessèrent, et certains Tutsi traqués retournèrent dans leurs champs pour les cultiver.

L'attaque du 13 mai les prit par surprise. En plus des miliciens locaux, des policiers et gardiens de prison, un nombre considérable de soldats et de membres de la garde présidentielle fut envoyé ainsi que des miliciens venus de Bugarama, Gikongoro, Gitarama, Gisenyi et Ruhengeri. Ils arrivèrent en voiture ou en autobus. Tous étaient des tueurs expérimentés, aguerris par les grands massacres perpétrés en avril. Ils étaient nombreux à disposer d'armes à feu. Commandaient ces troupes et bandes de tueurs, le préfet de Kibuye, Clément Kayishema, le ministre de l'Information, Eliezer Niyitegeka, les bourgmestres de Gisovu et Gishyita, Aloys Ndimbati et Charles Sikubwabo, le commerçant Obed Ruzindana, le directeur de l'usine à thé de Gisovu, Alfred Musema, Mikaeli Muhimana dit Mika, Yusuf Munyakazi, venu de Cyangugu et bien d'autres.

L'attaque dura de 9 h à 16 h. Ils encerclèrent les réfugiés. Devant les armes à feu, les pierres lancées par les Tutsi ne purent arrêter les assaillants. Presque toutes les femmes et les enfants furent massacrés. Certains hommes attaquèrent pour rompre l'encerclement. Les survivants durent leur salut à la fuite. Eric Nzabihimana décrit cette journée :

A cause de notre résistance, les génocidaires ont organisé un massacre terrible le 13 mai. Ce jour-là j'ai vu beaucoup de bus qui transportaient des miliciens et des soldats, ainsi que des camionnettes de l'usine de thé de Gisovu, et beaucoup de gens qui venaient à pied avec des machettes pour nous attaquer. Ils nous ont encerclés sur la colline de Muyira . Les grenades et les balles pleuvaient sur nous. Ma mère, Yurida Nyiranshongore, est morte alors qu'elle était en train de me donner des pierres pour nous défendre. On a tué beaucoup de femmes et d'enfants parce qu'ils étaient incapables de courir. Ce jour-là nous avons vu qu'il était impossible de résister et chacun a cherché un moyen de s'enfuir.¹⁷

tion de l'État français dans le génocide perpétré au Rwanda en 1994 (dite commission Mucyo), Rapport, 15 novembre 2007. <http://www.francegenocidetutsi.org/RapportMucyo15novembre2007.pdf> <http://www.francegenocidetutsi.org/AnnexesRapportMucyo071115.pdf>

16. African Rights, Résistance au Génocide - Bisesero, avril-juin 1994[1, p. 17].

17. African Rights, Résistance au Génocide - Bisesero, avril-juin 1994[1, p. 39].

Le 14 mai, les assaillants revinrent pour achever les blessés. Suite à cette grande attaque, la résistance organisée cessa. La seule solution de survie fut de se cacher et de ne sortir que la nuit pour chercher de la nourriture.

4 Les « révélations » de Serge Farnel sur le 13 mai

Dans des journaux, un livre¹⁸ et sur des pages web, Serge Farnel affirme les faits suivants. Le 12 mai des militaires français sont partis de Mubuga accompagnés du bourgmestre Sikubwabo et sont allés vers une colline de Bisesero. Ils ont rencontré des Tutsi traqués jusqu'alors par les bandes armées hutu. Sikubwabo a appelé les Tutsi et leur a dit que les Français sont venus là pour les sauver le lendemain (p. 44).¹⁹ Ce stratagème n'était fait que pour repérer les Tutsi et les mettre en confiance.

Le lendemain 13 mai les Français ont participé à l'attaque qui va être le plus grand massacre à Bisesero. L'action des Français est présentée en plusieurs versions toutes déterminantes pour la réalisation du massacre. Dans la version en 4^e de couverture, les soldats français pilonnent et mitraillent, puis la population hutu achève les blessés à l'arme blanche. Dans la version présentée en introduction, l'attaque se décompose en trois temps. Dans le premier temps les Français pilonnent les Tutsi à l'arme lourde (lance-roquettes), dans le second temps ils mitraillent, mais des soldats rwandais participent aussi au mitraillage, enfin dans un 3^e temps, les blessés sont achevés à l'arme blanche par la population et les miliciens Interahamwe (p. 6).

5 Qui est Serge Farnel ?

Serge Farnel se présente comme ingénieur en aérospatial. Il travaille comme journaliste pour la Metula News Agency, une agence de presse israélienne, dite la Mena, dirigée par Stéphane Juffa. Un rapide coup d'œil sur son site Web²⁰ révèle la proximité de cette agence avec l'armée israélienne. Serge Farnel se présente aussi comme correspondant de l'Agence Rwandaise d'Information (ARI/RNA). Il a suivi les travaux de la commission Mucyo sur le rôle de la France dans le génocide et en a fait des comptes rendus pour la Mena. Dans sa série *Un étendard sanglant à laver*, il souligne à plusieurs occasions que l'armée israélienne n'a jamais commis de crimes contre les Palestiniens analogues à ceux que l'armée française a perpétrés contre les Tutsi.

6 La Ména et l'affaire Enderlin

Serge Farnel et la Ména font partie de la meute hargneuse qui poursuit le journaliste de *France 2*, Charles Enderlin, pour son reportage sur la mort de l'enfant palestinien Mohammed al-Dura, vraisemblablement tué par des tirs de l'armée israélienne au carrefour de Netzarim dans la bande de Gaza le 30 septembre 2000.²¹ Ils accusent le correspondant de France 2 en Israël et son cameraman d'avoir fait une mise en scène et prétendent que l'enfant est toujours vivant. Ils jugent Enderlin responsable de la vague d'antisémitisme qu'aurait suscité ce reportage dans les pays arabes. Il aurait, selon eux, coûté la vie au journaliste Daniel Pearl du *Wall street journal*, assassiné sous une photo du petit Mohammed Al-Dura. Ce journal s'est aussi ligué contre Enderlin. Également impliqué avec la Ména dans cette traque, le journaliste Jean-Paul Ney,²² se présente comme journaliste de défense, spécialiste en terrorisme et X2 cybercrime. Il a écrit un livre sur le 13^e RDP, les commandos français de recherche et d'action en profondeur qui ont opéré notamment au Rwanda. Le site web de la Ména publie son reportage sur l'unité d'élite Khérev de l'armée israélienne. Ney a été emprisonné en Côte d'Ivoire pour participation à une tentative de putsch au profit d'Ibrahim Coulibaly en décembre 2007. Stéphane Juffa lui consacre un article sur le

18. Serge Farnel, *Rwanda, 13 mai 1994, Un massacre français ?*, L'Esprit frappeur, Aviso, 2011.

19. Nous indiquons la pagination de la 1^{re} édition du livre *Rwanda, 13 mai 1994, Un massacre français ?*, paru aux éditions L'Esprit frappeur, Aviso en novembre 2011. Le livre a été réédité en mars 2012. Les textes que nous citons sont restés les mêmes mais la pagination a changé.

20. <http://www.menapress.org/>.

21. Charles Enderlin, *Un enfant est mort. Netzarim, 30 septembre 2000*, Don Quichotte, 2010, p. 95.

22. *Ibidem*, p. 84.

site de la Ména « *Un grand reporter détenu à Abidjan* » qu'il commence ainsi : « *Notre camarade Serge Farnel a attiré mon attention sur le fait que le grand reporter français Jean-Paul Ney avait été arrêté le 27 décembre dernier à Abidjan.* »

Faisant feu de tout bois contre Enderlin, Serge Farnel utilise ce qu'il sait du génocide des Tutsi pour attaquer son employeur, la chaîne France 2, en l'assimilant à la Radio Télévision des Mille Collines, qui poussait les Hutu à massacrer les Tutsi. Il déclare dans un colloque à Sciences Po :

L'« accusation en miroir » – comme on l'appelle – fut, en effet, utilisée par la radio RTLM (la radio génocidaire) dans le but d'inciter les Hutu à tuer les Tutsi, qu'elle accusait alors de planifier un génocide à leur encontre. « Tuez-les avant qu'ils ne vous tuent » était le leitmotiv de l'accusation, dont elle entendait convaincre son auditoire, sur la base de déclarations mensongères selon lesquelles les rebelles Tutsi du Front Patriotique Rwandais faisaient des incursions meurtrières visant la population hutu du simple fait de leur appartenance ethnique.

Une situation présente à l'identique dans l'affaire Al-Dura puisque, suite à la diffusion de cette image censée représenter un soi-disant acharnement d'une durée de 45 minutes, de soldats israéliens sur un pauvre enfant sans défense, un Imam de Gaza appela à tuer les Juifs partout dans le monde pour venger Mohammed Al-Dura. Il s'agit donc bien ici, pour peu qu'on ait affaire à une mise en scène, d'une accusation en miroir.

D'ailleurs, il n'est même pas nécessaire d'adhérer à la thèse d'une mise en scène dans l'affaire Al-Dura pour établir la culpabilité – je dis bien la culpabilité, et je pèse mes mots –, de la chaîne publique française. Bien qu'elle n'en ait jamais eu la moindre preuve – ce que sa directrice de l'information, Arlette Chabot, a elle-même reconnu sur une radio le 16 novembre 2004 –, la chaîne publique française n'en a pas moins accusé, à froid et non à chaud, et ce à l'occasion des multiples anniversaires de la scène de la prétendue mort de l'enfant Al-Dura, les soldats israéliens de l'avoir tué. Ceci alors que cette image était à l'origine d'un appel public sur le canal de la chaîne officielle de la télévision de l'Autorité palestinienne, en octobre 2000, incitant ses auditeurs à tuer les Juifs partout dans le monde pour, selon le prêcheur, venger la mort de l'enfant Al-Dura.

Appel entendu par des islamistes pakistanais, qui, dans une vidéo alors accessible sur Internet, montrèrent, sur fond de l'image des Al-Dura, le journaliste américain Daniel Pearl, faisant dire à leur otage qu'il était Juif, puis sa tête déposée sur son corps décapité.²³

Ce discours conduit à faire l'hypothèse que Serge Farnel utilise ses enquêtes sur le génocide au Rwanda pas seulement pour mettre en évidence la responsabilité des dirigeants politiques et militaires français mais aussi pour justifier ou défendre l'action de l'armée israélienne dans le conflit avec les Palestiniens. Pour ce faire, il ne recule pas devant l'outrance, jusqu'à comparer la chaîne de télévision *France 2* avec la RTLM.

7 Réalisation de l'enquête

En 2006, Serge Farnel suit des auditions de la commission Mucyo pour le compte de la Ména. Il assiste en particulier à une journée de reconstitution à Gishyita et Bisesero où des tueurs sont invités à revenir sur les lieux correspondants aux témoignages qu'ils ont donnés précédemment à la commission. Ils montrent en particulier les endroits où sont allés les Français au début de l'opération Turquoise.²⁴

Le 5 avril 2009, Serge Farnel participe au colloque organisé à Kigali sur le génocide. Il obtient l'aide de Jean de Dieu Mucyo, Secrétaire Exécutif de la CNLG,²⁵ qui lui finance les services d'un cameraman. Il réalise des interviews jusque fin avril.

Le 21 avril 2009, une rescapée, Esther Uwayisenga, lui dit avoir vu des Blancs le 12 mai 1994. Le 21 et le 22 avril, Serge Farnel obtient confirmation de présence de Blancs le 12 mai 1994 auprès de deux autres rescapés, Antoine Sebironde et Adrien Harolimana. Mais c'est l'interview du chef Interahamwe

23. Intervention de Serge Farnel au cours du Colloque en date du 14 juin 2008, à Sciences-po Paris, sur la réparation du crime de génocide. <http://www.debriefing.org/26573.html>

24. *Probe follows up in the foot-steps of French soldiers to Bisesero*, ARI/RNA, december 19th, 2006.

25. Commission Nationale de Lutte contre le Génocide.

Fidèle Simugomwa qui va installer dans son esprit le scénario de la participation de Français au massacre du 13 mai (p. 87).

L'année suivante Serge Farnel retourne à Bisesero accompagné d'Anne Jolis, une journaliste du *Wall Street Journal*. Il s'est joint les services d'un cameraman, de Vénuste Kayimahe comme interprète et de Boniface Nkusi, un rescapé, permanent d'Ibuka, qu'il charge de recruter des témoins.

Il va procéder à ce qu'il appelle une reconstitution. Pendant deux jours, les témoins, qu'ils soient tueurs ou rescapés, vont répondre à ses questions devant la caméra et en présence de tous les autres témoins.

Impressionnée, la journaliste va écrire un vibrant article dénonçant la participation des militaires français au massacre du 13 mai.²⁶ Cet enthousiasme n'est pas partagée par l'interprète Vénuste Kayimahe qui se dit « *indisposé* » par cette coopération entre tueurs et victimes sous la houlette de ce journaliste français et qui estime au final que c'est un épisode « *non encore historiquement confirmé* ». ²⁷

Un courriel envoyé par la Ména confirme que cette agence patronne l'enquête de Serge Farnel, qu'elle l'a mis en contact avec Anne Jolis et qu'elle compte produire avec lui un film documentaire :

A partir de 2003, la Metula News Agency a consacré des dizaines d'articles au génocide des Tutsis au Rwanda, dont une majorité sous la plume de Serge Farnel. Lequel Farnel commença le tournage d'un film documentaire, en avril 2009, sur les lieux du massacre au "pays des mille collines".

Constatant l'importance des révélations contenues dans ledit documentaire, notamment quant à la participation directe de l'armée française dans le génocide, la Ména intéressa le *Wall Street Journal* au film de Farnel.

Le *WSJ*, d'accord avec la Ména, vérifia, *in situ*, l'ensemble des témoignages recueillis par Farnel. C'est sur la base de son enquête que le *Wall Street Journal* diffuse ce vendredi, dans son édition internationale, l'article de sa journaliste Anne Jolis.

Nous le publions ici simultanément en version française, avec l'accord explicite du *WSJ*. Quant au documentaire de Serge Farnel, produit par la Metula News Agency, il sera prochainement diffusé par des chaînes de télévision.²⁸

Ce courriel vient contredire ce que l'auteur affirme par ailleurs : « *Aucun organe de presse m'a missionné pour cette tâche, ni d'ailleurs pour toutes celles qui avaient préalablement concerné mon implication dans l'affaire franco-rwandaise* » (p. 117).

Alors que tous les témoignages recueillis en vidéos en kinyarwanda réclament une traduction soignée, un examen à tête reposée et des vérifications à partir d'autres sources, Serge Farnel a choisi de conclure immédiatement et d'en faire un scoop dans les médias.

À deux occasions, nous avons pu visionner quelques vidéos de Serge Farnel en sa présence. La voix de l'interprète en français étant peu audible, il était difficile de comprendre. Dans ses interviews, Serge Farnel nous est apparu très directif, reposant sans cesse des questions allant dans le sens de sa thèse. Une rwandophone lui a fait remarquer qu'il ne tenait pas compte des réponses des témoins.

Le 13 mai 2010, *Le Monde* publie une tribune de Serge Farnel où celui-ci présente ses révélations.²⁹

Le numéro pour l'année 2010 de la revue *La Nuit Rwandaise* titré « *13 mai, jour du repentir* » considère comme établies les révélations de Serge Farnel sur le 13 mai 1994. L'article proposé par l'interprète Vénuste Kayimahe est refusé, alors que ce dernier est un auteur habituel de la revue.

Le livre de Serge Farnel *Rwanda, 13 mai 1994, Un massacre français ?* est publié en novembre 2011 à l'occasion d'un colloque à Paris où participe Eric Nzabihimana. On peut lire sur la quatrième de couverture :

26. Anne Jolis, *Rwanda's Genocide : The Untold Story*, The Wall Street Journal, February 26, 2010. <http://www.francegenocidetutsi.org/AnneJolisTheUntoldStoryWSJ26February2010.pdf> Traduction de Llewellyn Brown. *Le génocide du Rwanda : l'histoire qui n'a pas été dite*. <http://www.francegenocidetutsi.org/AnneJolisLhistoireQuiNaPasEteDiteWSJ26Fevrier2010.pdf>

27. Vénuste Kayimahe, *La randonnée de la mort*, 25 mars 2010. <http://www.francegenocidetutsi.org/KayimaheRandonneeDeLaMort.pdf>

28. De : Metula News Agency <redaction@menapress.org>. Date : Fri, 26 Feb 2010 06 :32 :32 +0200. Sujet : Le génocide du Rwanda : l'histoire qui n'a pas été.

29. Serge Farnel, *Rwanda, le 13 mai 1994*, *Le Monde*, 13 mai 2010. http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/05/13/rwanda-le-13-mai-1994-par-serge-farnel_1350541_3232.html

Date	Événement
19 décembre 2006	Serge Farnel se rend à Gishyita avec la commission Mucyo
5 avril 2009	Colloque à Kigali sur le génocide
20 avril 2009	Interview de Eric Nzabihimana à Kibuye
21 avril 2009	Interview de Esther Uwayisenga et Antoine Sebirondo
22 avril 2009	Interview d'Adrien Harelimana
28 avril 2009	Interview de Fidèle Simugomwa
30 avril 2009	Interview d'un groupe de rescapés dont Etienne Basabose
Décembre 2009	Anne Jolis visionne les rushes de Farnel à Paris
14-15 février 2010	Reconstitution à Bisesero avec Anne Jolis
26 février 2010	Article d'Anne Jolis dans le <i>Wall Street Journal</i>
14 mars 2010	Projection de témoignages par Farnel
Mars 2010	Farnel présente ses « révélations » à M ^e A. Comte, avocat des 6 plaignants rwandais
16 avril 2010	Table ronde à la Ligue des Droits de l'homme.
13 mai 2010	Parution de <i>La Nuit Rwandaise</i> titrée « 13 mai, jour du repentir »
13 mai 2010	Tribune de Farnel dans <i>Le Monde</i>
13 mai 2010	Golias Hebdo : Farnel, « <i>Enquête Rwanda : Des militaires français dans le génocide</i> »
1 ^{er} juillet 2010	Golias : Farnel « <i>Révélation sur la participation directe de l'armée française au génocide</i> »
12 novembre 2011	Livre de Farnel « <i>Rwanda, 13 mai 1994, Un massacre français ?</i> »
4 avril 2013	Golias-Hebdo : B. Boudiguet : « <i>Enquête dans l'ouest du Rwanda sur un impensable génocide français</i> »

TABLE 1 – Historique de l'enquête de Serge Farnel.

Aussi s'agit-il aujourd'hui de savoir se recentrer sur des paroles d'experts. L'auteur de cet ouvrage en a interrogés des dizaines après être allé à leur rencontre sur les collines rwandaises. Ce sont des rescapés du génocide perpétré à l'encontre des Tutsi. Ce sont aussi d'anciens tueurs. Le récit qui émerge, à la manière d'un puzzle, de tous ces témoignages est d'une grande clarté et d'une grande cohérence.

C'était le 13 mai 1994. C'était à Bisesero, dans l'ouest du Rwanda. Près de quarante mille civils tutsi ont, en ce jour et cet endroit, été massacrés. La population hutu a, quant à elle, achevé les blessés avec leurs machettes et leurs massues. Les blessés ? Ceux que des soldats français auraient commencé par pilonner, puis mitrailler.

Voilà l'Histoire telle que tous ces témoins l'ont racontée à l'auteur du présent ouvrage. Devant la gravité d'une telle découverte, il était indispensable de faire vérifier mot à mot la traduction en kinyarwanda de l'ensemble de ces entretiens, avant d'en rendre publique l'intégralité. Car cette Histoire appartient à l'Humanité. C'est l'objet de cet ouvrage.

Alors que les allégations du livre sont d'une exceptionnelle gravité, celui-ci n'apporte rien de précis qui puisse être versé dans un dossier judiciaire. La présence de Blancs est déjà contestable. Leur nationalité française l'est encore plus, car elle n'est affirmée que par les Interahamwe. L'affirmation que ce sont des militaires l'est plus encore. Rien ne permet de déterminer ni leur unité, ni leur grade, ni leur identité.

7.1 Position de l'auteur vis-à-vis de Serge Farnel

L'auteur de cet article a aidé Serge Farnel, lui fournissant des informations, alors que celui-ci était au Rwanda. Il n'a pas eu accès aux résultats de l'enquête avant la publication de l'article dans le *Wall Street Journal*. Ensuite il a assisté à deux projections d'interviews en vidéos dont la traduction française était inaudible. Sous la pression de Serge Farnel il a accepté de citer l'article d'Anne Jolis dans son livre *La France au cœur du génocide des Tutsi*, paru en avril 2010. Il a ajouté que ces interviews étaient encore

à traduire et à analyser. Au Rwanda en juin 2010, il a interrogé deux témoins rescapés dont les noms étaient cités dans l'article. L'un confirmait ses dires, l'autre pas. Eric Nzabihimana a déclaré n'avoir jamais entendu parler de Français le 13 mai à Bisesero. L'interprète Vénuste Kayimahe a refusé d'aller à Bisesero, dégoûté par ce qui s'était passé avec Serge Farnel. Rentré en France, l'auteur a constaté que l'article de Vénuste Kayimahe, exprimant des réserves sur l'enquête de Serge Farnel, avait été censuré dans la revue *La Nuit Rwandaise* N° 4 de 2010, dénommée « *Le 13 mai, jour du repentir* ». Dans l'éditorial et dans plusieurs des articles, la participation de Français au massacre du 13 mai 1994 était présentée comme une vérité historique. L'auteur de cet article a jugé inacceptable cette façon de faire.

8 Des tueurs assimilés aux rescapés de la Shoah

Présumant dans son introduction que ses révélations seront contestées, Serge Farnel écrit ceci :

Une fois les premiers résultats de cette enquête publiés en février 2010 dans le *Wall Street Journal*, on imagine la pression à laquelle les témoins que j'ai interrogés ont peu à peu dû être soumis pour qu'ils se taisent, se rétractent, ou tout bonnement oublient avoir vu le moindre soldat blanc au mois de mai 1994. N'oublions pas en effet, et ce à toute fin utile, que nous parlons ici de l'implication directe de soldats français dans le dernier génocide du vingtième siècle.

Nul doute, en ces circonstances pour le moins singulières, que certains d'entre eux finiront par se rétracter, soit parce que le scepticisme auquel ils auront dû faire face les aura fait se refermer sur eux-mêmes, à l'instar des rescapés de la Shoah dont on n'a pas manqué d'affirmer qu'ils affabulaient lorsque, pour la première fois, ils s'étaient mis à parler de leurs expériences des camps de la mort, soit plus simplement pour avoir été menacés. Quels sont ceux qui, parmi eux, auront encore le courage de résister à ces pressions que ne manqueront pas d'exercer sur eux ceux dont l'intérêt est qu'ils finissent par revenir sur leur premier témoignage ? (pp. 7-8)

Parmi les témoignages utilisés par l'auteur pour construire son accusation il y a ceux des tueurs qui jouent un rôle essentiel. Assimiler les tueurs aux rescapés de la Shoah parce que dans les deux cas on n'avait pas voulu les croire, manifeste de la part de l'auteur un dérapage insupportable. Tous les arguments lui paraissent bons pour justifier sa théorie. Pour interdire la critique des témoignages éminemment douteux des tueurs, il va leur conférer le caractère sacré des rescapés de la Shoah. Un autre propos est tout à fait scandaleux :

« Or c'est précisément parce que cette stratégie d'éradication totale a finalement échoué qu'il m'aura été possible de recueillir des témoignages de la journée du 13 mai 1994 émanant non seulement d'anciens génocidaires, mais aussi de survivants tutsi ». ³⁰

Affirmer que la « stratégie d'éradication totale a finalement échoué » devant des rescapés, c'est vraiment n'avoir aucun respect pour eux qui ont absolument tout perdu. Ils sont vivants mais c'est comme s'ils étaient morts. Le génocide des Tutsi est une opération réussie. Pour preuve elle continue à faire des morts. Ce qui a échoué, c'est la guerre contre le FPR et l'emprise du gouvernement hutu-power sur la population à l'intérieur des frontières du Rwanda.

La manière indifférenciée de considérer les témoignages des survivants et des génocidaires, qui eux sont vivants malgré leur prétendu échec, est insupportable.

9 La méthode d'enquête

9.1 Les interviews

Les interviews menées par Serge Farnel en 2009 semblent faites de manière correcte, hormis l'interview collective de rescapés le 30 avril (p. 424). Il n'en est pas de même en 2010 lors de ces deux journées de reconstitution. Serge Farnel a fait battre le rappel à Mubuga afin de rassembler beaucoup de monde. Il aurait fait espérer que la participation à ses interviews permettrait d'obtenir de l'argent. Beaucoup de gens sont venus. Les rescapés, se sont retrouvés avec les tueurs. L'entente fut bonne. Les témoignages

30. Serge Farnel, *Document préparatoire à la table ronde de la Ligue des Droits de l'Homme du 16 avril 2010*, pp.5-6.

se faisaient devant tout le monde et tous se retrouvèrent d'accord pour charger les Français. La fin des interviews se déroula moins bien. Les témoins n'auraient pas obtenu de Serge Farnel ce qu'ils attendaient de lui.

9.1.1 Il ne laisse pas parler ses interlocuteurs

À la lecture des interviews, il apparaît qu'il ne laisse pas ses interlocuteurs entamer un récit. Il ne les écoute pas. Il les assaille de questions. Il les embrouille. À la limite ceux-ci n'ont plus qu'à lui répondre par oui ou par non. Il donne même l'impression que ses interlocuteurs, souvent perturbés, lui répondent afin qu'il obtienne satisfaction. « *Farnel influençait les témoins*, déclare Boniface Nkusi, *pour qu'ils donnent des réponses qu'il voulait, il continuait à leur poser beaucoup de questions et il finissait par les mettre dans la confusion et ils lui mentaient pour être tranquilles.* »

9.1.2 Il fournit la réponse dans sa question

En voici quelques exemples :

- SF : Esther, cet endroit où nous sommes est un endroit où était qui précisément le 12 mai 1994 ?
- Esther Uwayisenga : C'était le 12 (p. 568).
- SF : De la suie noire c'est ça ?
- Fidèle Simugomwa : Noire.³¹

9.1.3 Il influence les personnes qu'il interroge

L'enquêteur est censé ne pas savoir ce qui s'est passé. Il interroge le témoin pour l'apprendre. Or souvent ici c'est plutôt l'inverse. C'est particulièrement le cas dans l'interview d'Esther Uwayisenga où celle-ci est censée révéler la présence de Français le 12 juin.

Il est nécessaire de noter le déséquilibre entre l'enquêteur et le témoin rescapé. Celui-ci reste traumatisé physiquement et moralement. Une partie y a réchappé et mène une vie en apparence normale. Mais d'autres restent toujours marqués par le « trauma ». Ceux qui sont restés à Bisesero vivent dans la pauvreté sinon la misère.

L'Européen, qui a lu des livres sur le génocide et arrive avec tout son matériel électronique, se trouve en situation de supériorité et paradoxalement peut donner l'impression d'en savoir plus sur les faits à propos desquels il interroge le témoin.

Les témoins doivent fournir des informations précises sur des faits remontant à 15 ou 16 ans. Ils s'en souviennent sous l'aspect d'un profond traumatisme. Bien sûr, ils n'ont pas oublié l'attaque du 13 mai et l'arrivée des Français le 27 juin. Mais quant à en donner la date exacte, c'est difficile pour eux. Par exemple, dans l'enquête d'African Rights publiée en 1998, ils situent cette arrivée des Français le 26 juin.³² Nous ne connaissons la date exacte que par les journalistes qui accompagnèrent le lieutenant-colonel Diego. Les survivants n'avaient pas une exacte notion du calendrier au moment des faits.

Si les rescapés ont souvent témoigné, rares sont ceux qui ont rédigé par écrit leurs souvenirs. Compte tenu de l'effacement du souvenir propre à tout homme et du traumatisme toujours présent, les rescapés peuvent faire des confusions entre différents moments. Ils sont aisément manipulables.

9.1.4 Des entretiens plutôt que des témoignages

Le caractère directif des interviews saute aux yeux quand on lit le livre. Ils n'ont en rien le caractère de témoignages. Ce sont des entretiens. Et nous constatons notamment dans le cas d'Esther Uwayisenga que Serge Farnel a une position dominante et en abuse.

La démarche correcte aurait dû être de laisser parler la personne, de l'écouter et de ne poser des questions qu'après. Une enquêtrice bien connue de Serge Farnel a procédé ainsi.

Pour tirer des témoignages des éléments à valeur historique, il faut les transcrire, les traduire, et retourner entendre la personne pour valider et compléter ses déclarations. Ceci est nécessaire en particulier quand la personne rapporte des faits importants, jamais entendus auparavant.

31. Serge Farnel, *Document préparatoire à la table ronde de la Ligue des Droits de l'Homme du 16 avril 2010*, p. 7.

32. African Rights, *Résistance au Génocide - Bisesero, avril-juin 1994*[1, p. 98].

De fait, Serge Farnel est revenu réentendre les témoins l'année suivante. Mais les interviews collectives qu'il a organisées tenaient plus de la pièce de théâtre que d'une enquête de vérification.

9.2 La méthode de reconstitution des faits

Serge Farnel dit résoudre un puzzle. Connaissant a priori la figure à reconstruire il va assembler les pièces en faisant en sorte qu'elles s'emboîtent avec les voisines. La figure à reconstruire est la participation des Français au massacre du 13 mai. Les pièces sont des bouts de témoignages qu'il va se débrouiller pour obtenir. Le résultat est un scénario qu'aucun témoin rescapé n'a évoqué. Celui-ci n'est confirmé que par les tueurs. Lors de la « reconstitution », les rescapés se trouvent en situation d'apprendre une partie de ce qu'ils doivent dire de la bouche du metteur en scène et de ceux qui sont interrogés avant eux.

9.3 Les deux journées de reconstitution

Vénuste Kayimahe, l'interprète, décrit le malaise qu'il éprouva devant cette reconstitution : « *Les anciens interahamwe nous faisaient refaire leur parcours d'il y a seize ans pour se rendre à l'extermination des Basesero en mai 1994. Cette fois-ci, ils cheminaient main dans la main avec les rescapés, ceux dont ils ont tué parents, enfants, époux ou épouses, frères et sœurs, cousins et cousines, qu'ils ont blessés, affamés et pourchassés pendant trois longs mois en cherchant à les éradiquer de cette terre. Les protagonistes du génocide discutaient gentiment entre eux, se parlant à cœur ouvert, riant par moments, partageant même au passage un morceau de maïs grillé.* »³³

Une photo qui accompagne l'article du *Wall Street Journal* montre que chaque témoin parle devant Serge Farnel et la caméra, en présence des autres témoins.³⁴ Les témoignages ne sont donc pas indépendants. C'est une exigence élémentaire que dans ce genre d'enquête, les témoins soient entendus séparément, comme cela se fait dans les procédures judiciaires.



FIGURE 1 – Rwandans line up to tell their story of events in 1994. Anne Jolis, *Wall Street Journal*

33. Vénuste Kayimahe, *La randonnée de la mort*, 25 mars 2010. <http://www.francegenocidetutsi.org/KayimaheRandonneeDeLaMort.pdf>

34. Voir figure 1 page 10.

La reconstitution va durer deux jours. Chaque témoin, victime ou bourreau, a donc eu le temps d'élaborer son récit en fonction de ce qu'il a entendu les autres dire.

Avant le deuxième voyage de Serge Farnel à Bisesero, il lui avait été conseillé de s'enquérir des douilles de balles ou d'autres munitions abandonnées sur le sol. Il ne semble pas s'en être soucié. Pourtant, à en croire son récit, des Français auraient tiré abondamment depuis des emplacements où les témoins l'ont amené lors des deux jours de reconstitution. Il n'aurait pas été difficile de gratter la terre aux endroits où, selon les tueurs, se trouvaient les militaires français.

9.4 Filtrage des témoignages

Lors d'une projection en privé, Serge Farnel nous a dit qu'il avait recueilli le témoignage d'un « vieux » qui ne cadrerait pas avec les autres témoignages sur la présence de Français lors de l'attaque du 13 mai à Bisesero. Il a attribué ce désaccord aux troubles de mémoire dont serait atteinte selon lui cette personne. Il est possible qu'il s'agisse de Siméon Karamaga.

Dans l'article du *Wall Street Journal* le témoignage de Godelieve Mukangamije est mis en avant à propos de la présence de Français le 12 mai. L'auteur de ces lignes interroge cette dame le 4 juin 2010. Elle semble très traumatisée et confuse, elle confond visiblement le 12 mai et le 27 juin. Son témoignage n'est pas retenu pour le livre.

10 L'absence de validation

Dans ce travail de Serge Farnel il n'y a pas de confrontation entre les témoins qui disent avoir vu des Blancs ou des Français entre le 12 et le 14 mai et ceux qui n'en parlent pas.

Il n'y a aucun essai de croiser les informations recueillies avec celles disponibles par ailleurs. Les rescapés ayant témoigné précédemment, dans les enquêtes d'African Rights ou à la commission Mucyo, n'ont pas été confrontés à ces nouveaux témoignages.

Serge Farnel aurait remis ses rushes à la CNLG, dirigée par Jean de Dieu Mucyo, qui n'aurait pas jugé qu'ils apportaient des éléments nouveaux rapportés de manière fiable. Serge Farnel aurait dû les faire visionner par des rescapés et d'anciens membres de la commission Mucyo, avant de publier tout résultat.

Un simple examen du rapport de la commission Mucyo et de ses annexes permet de repérer des témoins de Serge Farnel, qui affirment la présence de Français les 12-14 mai, comme le rescapé Adrien Harelimana, les tueurs Fidèle Simugomwa et Elie Ngezenubwo. Le témoignage d'Adrien contredit ce que Farnel lui fait dire. Les deux autres ne parlent pas de présence de Français les 12-14 mai. La déposition de Jean-Baptiste Twagirayezu, le guide du lieutenant-colonel Duval alias Diego le 27 juin, contredit les témoins de Serge Farnel. De même, on retrouve dans la brochure d'African Rights *Résistance au Génocide - Bisesero - Avril-Juin 1994* les rescapés Esther Uwayisenga et Siméon Karamaga. Nous ne trouvons dans les paroles de ces personnes consignées dans ces rapports aucune confirmation de ce que leur fait dire Serge Farnel.

D'autres vérifications sont possibles. Par exemple, dans les vidéos que Serge Farnel a projetées en privé, un chef Interahamwe, qui est probablement Fidèle Simugomwa, raconte qu'il a participé le 22 avril à une réunion à la préfecture de Kibuye où le Premier ministre Jean Kambanda était présent ainsi que des Français. Serge Farnel va faire une reconstitution avec le témoin dans cette salle de réunion. Il accordait beaucoup de crédit à cette révélation. De notre côté, nous n'avons pas trouvé trace du passage de Jean Kambanda à Kibuye à cette date. Nous savons qu'il y est venu le 3 mai. C'est d'ailleurs ce qu'affirme son témoin Ignace Banyaga (p. 270). Selon André Guichaoua, Jean Kambanda est ce vendredi 22 avril à Murambi où siège le GIR, à côté de Gitarama. Il préside un Conseil national de sécurité, reçoit le chef d'état-major de la gendarmerie et les évêques.³⁵ Serge Farnel n'a pas fait ce genre de vérification. Son témoin dit peut-être vrai mais se trompe de date. Comme il s'agit de son principal informateur, c'est plutôt gênant.

35. André Guichaoua, Annexe 97 : Synthèse des activités du Gouvernement intérimaire et de ses membres à partir du 8 avril 1994. http://rwandelaguerreaugenocide.fr/wp-content/uploads/2010/01/Annexe_97.pdf

10.1 L'absence de démenti de l'armée française

L'absence de réaction des militaires français après la publication de l'article du *Wall Street Journal* et de sa tribune dans *Le Monde* est pour Serge Farnel la confirmation que toute son enquête est vraie. « *On fournit publiquement dans un des plus grands journaux américains, écrit-il, des éléments indiquant la possibilité d'une participation directe de l'armée française au dernier génocide du XX^e siècle et elle ne réagit pas ? Seule la culpabilité peut justifier un tel silence. Des chefs militaires qui n'ont rien à se reprocher se lèvent pour laver l'honneur de leur armée, communiquent, réagissent, demandent un droit de réponse, portent plainte. Or ce n'est aujourd'hui que leur silence que nous enregistrons !* »³⁶

Ce raisonnement est spécieux. Des officiers n'ont pas hésité à déposer plainte en diffamation contre Patrick de Saint-Exupéry pour avoir en 2009 réédité son livre *L'Inavouable*, changé son titre en *Complices de l'Inavouable* et ajouté leurs noms sur la couverture. Les mêmes ou d'autres ne supportent pas le rapport Mucyo et ont déposé plainte contre des publications qui ont mis sur leur site web le document rwandais où leurs noms figurent parmi les personnalités françaises qui seraient les plus impliquées dans le génocide.

À quoi attribuer l'absence de réaction des militaires français devant les accusations de Farnel ? Est-ce parce qu'ils savent pertinemment que celles-ci sont fausses ?

11 Des contradictions

11.1 Des Blancs au visage peint en noir

Dans sa tribune au *Monde*, Serge Farnel décrit ainsi l'apparition des Français, le jour du grand massacre à Bisesero : « *Le 13 mai 1994, a lieu, vers 7 heures du matin, un grand rassemblement sur la place de Mubuga : plus de cent personnes sont réunies quand arrive le bourgmestre de Gishyita, Charles Sikubwabo (actuellement en fuite et recherché par le TPIR), accompagné d'une dizaine d'hommes en uniforme militaire qu'il prend alors soin de présenter à la foule comme Français, et dont le visage est cette fois camouflé avec de la suie noire.* »³⁷

Il le répète dans la revue *Controverses* : « *Le visage des soldats français, écrit Serge Farnel, n'est pas pour rien caché avec de la suie noire. Car, au programme de ce 13 mai cette fois : l'extermination des Tutsi de Bisesero.* »³⁸

Comment, alors qu'ils sont encerclés, mitraillés, hachés menus, massacrés ou qu'ils réussissent à fuir ou à se cacher, des survivants de ce massacre peuvent-ils affirmer à Farnel qu'ils ont vu des « Blancs » ?

C'est l'Interahamwe Fidèle Simugomwa qui est le premier à révéler à Serge Farnel la présence de Français le 13 mai. Voici comment il les décrit :

Q : Ils étaient habillés comment ?

R : Tache tache.

Q : Camouflage c'est ça ?

R : Ils se camouflaient avec... [Il se passe les doigts sur son visage]

Q : De la suie noire c'est ça ?

R : Noire.³⁹

On observe ici que la couleur noire de la peinture est suggérée par l'enquêteur. Dans le livre, interrogé le 28 avril 2009, cette couleur est verte (p. 334) :

Q : Il y avait combien de soldats français le 13 mai 1994 sur les collines de Bisesero ?

R : J'en ai vu environ huit, entre huit et douze militaires.

Q : Ils étaient habillés comment ?

R : Ils portaient justement ces uniformes tache tache, et ils avaient mis des trucs sur leurs visages.

36. Serge Farnel, *Enquête Rwanda : Des militaires français dans le génocide*, Golias Hebdo, 13 mai 2010. <http://www.francegenocidetutsi.org/GoliasHebdo132Farnel.pdf>

37. Serge Farnel, *Rwanda, le 13 mai 1994*, *Le Monde*, 13 mai 2010.

38. Serge Farnel, *Les massacres des 13 et 14 mai à Bisesero. Peut-on envisager la responsabilité de soldats français ?*, *Controverses*, n° 14, mai 2010, p. 84.

39. Interview réalisé en avril 2009 à Kibuye. Cf. Serge Farnel, *Document préparatoire à la table ronde de la Ligue des Droits de l'Homme du 16 avril 2010*, p. 7.

Q : Mis quoi sur leurs visages ?

R : Des trucs. On aurait dit de l'encre, l'encre d'un stylo ou de la peinture.

Q : De quelle couleur ?

R : Verte.

Mais le lendemain 30 avril 2009, le même témoin dit que cette couleur est noire (pp. 407-408) :

Q : Étaient-ils en tenue militaire ? Étaient-ils camouflés ?

R : Oui, en tenue militaire tache tache. C'étaient de tenues tache tache, mais ils s'étaient mis de la suie, des trucs qui leur noircissaient le visage.

Le lecteur se rend compte que ce témoin n'est guère fiable. Or son rôle est central dans l'accusation de Serge Farnel.

11.2 La rencontre des Français avec les Tutsi le 12 mai

Parmi les rescapés qui disent avoir vu des Français le 12 mai, Esther Uwayisenga dit qu'ils se sont arrêtés et ont parlé avec des Tutsi (pp. 257-259), ils étaient en bas de la colline de Gitwa. Adrien Harolimana ne les a vus que passer (p. 310), alors qu'il était sur la même colline. Antoine Sebirondo les a vus passer alors qu'il était sur la colline de Nyakigugu (p. 293) puis il les a vus 10 km plus loin vers Ruhuha entourés d'Interahamwe (p. 294).

Les Interahamwe disent que les Français sont allés à Mumubuga avec le bourgmestre Sikubwabo. Selon Semi Bazimaziki, celui-ci a appelé les Tutsi et leur a dit que les Français étaient venus les sauver. Les Tutsi s'approchent un à un pendant que des militaires rwandais contiennent la foule hutu. Les Blancs se sont entretenus avec les Tutsi (pp. 42-44). François Nyamwigema ajoute que Sikubwabo dit aux Tutsi que demain « *nous reviendrons avec des aides pour vous assister et puis pour vous protéger aussi* » (p. 44). Tout cela n'a rien de contradictoire pour Serge Farnel qui croit confirmer ce que disent les Interahamwe par le témoignage d'Antoine Sebirondo qui observe les Français à Ruhuha. Mais ce lieu est éloigné de Mumubuga. La reconstitution de l'itinéraire de ces Français et de leurs actions (p. 96) devient très compliquée. Les témoignages ne concordent pas sauf ceux des Interahamwe, qui sont interviewés ensemble le 14 février 2010 lors de la reconstitution à Mumubuga.

11.3 Des armes lourdes ?

L'auteur affirme que « *Jean observe les soldats blancs tirer des roquettes* » (p. 61). En fait Jean Ngarambe dit : « *ils ont placés des roquettes sur leur fusil et les ont balancés dans cette direction* » (p. 62). Il ne s'agit donc pas de roquettes, qui se lancent au moyen de tubes lance-roquettes, mais de grenades à fusil autrement appelées streams au Rwanda qui ont plus de portée qu'une grenade lancée à la main mais ne doivent guère faire plus de victimes. Leur avantage est que le lanceur reste beaucoup plus à l'abri. Ce ne sont donc pas des armes lourdes.

L'usage d'armes "lourdes" comme des mitrailleuses a déjà été signalé par l'enquête d'African Rights. Ainsi Uzziel Ngoga explique qu'entre le 20 et le 25 avril, les Hutu et les Batwa qui étaient avec eux ont rejoint les génocidaires à Mubuga. Ils leur ont révélé leur tactique secrète qui consistait à se mélanger avec les assassins : « *Du coup, eux aussi changèrent leur façon de nous attaquer ; ils ont mis une grande mitrailleuse au sommet d'une colline et ont tiré sur nous à distance. Nous nous sommes repliés sur la colline de Muyira.* »⁴⁰ La date de cette observation est donc postérieure au 25 avril. La présence de Blancs n'est pas signalée. Dans les témoignages rapportés dans cette brochure d'African Rights sur Bisesero, on ne voit évoqué ni canon, ni roquette, ni mortier, ni mitrailleuse, ni bombe, ni obus. En revanche le mot fusil apparaît 50 fois, le mot grenade 31 fois. Mais le vocabulaire des Rwandais pour évoquer des armes est assez restreint. Dans cette brochure, le nom Kalachnikov apparaît une seule fois.

Le 13 mai, la grosse arme dont parlent des témoins de Serge Farnel semble être une mitrailleuse montée sur une Jeep. Nous ne voyons pas d'indices que de l'artillerie ait été utilisée. L'affirmation de l'auteur : « *Pour contrer cette tactique de la mêlée, il fut envisagé d'installer des armes lourdes au sommet des collines afin de ne plus avoir à se battre contre eux au corps à corps* » (p. 135) semble cohérente avec ce que dit Uzziel Ngoga. Mais selon les témoignages recueillis par African Rights c'est surtout l'usage de

40. African Rights, Résistance au Génocide - Bisesero, avril-juin 1994[1, p. 27].

fusils et de grenades qui le 13 mai a évité aux assaillants les risques du combat corps à corps. Comme nous le constatons par ailleurs, l'affirmation « *ce sont des soldats français qui se sont trouvés derrière ces armes lourdes* » (p. 135) est une hypothèse non démontrée.

11.4 Une battue

Jean Ngarambe, un tueur, rapporte comment ils ont attaqué le 13 mai : « *les assaillants ont commencé à circuler dans les collines et à repousser les Tutsi vers les positions des soldats rwandais et français jusqu'à ce qu'ils soient suffisamment proches d'eux. C'est alors qu'ils leur tiraient dessus.* » (p. 402)

Cette description reprend le principe de la chasse en battue où un périmètre est encerclé par des chasseurs et des rabatteurs qui poussent le gibier vers les chasseurs. Elle correspond à l'encerclement dont parlent les rescapés. Ainsi Ndayisaba : « *Ils nous ont encerclés, puis ils ont commencé à lancer des grenades. Ensuite, ils se sont approchés de nous. Les soldats tiraient sur nous et les miliciens achevaient les Tutsis à coups de machette. Ce jour-là ils ont tué presque toutes les femmes et les enfants.* »⁴¹

Ceci ne concorde pas avec la phase 1 de Serge Farnel où les Français sont seuls à tirer avec des armes lourdes. C'est la version du tueur Fidèle Simugomwa (p. 49).

12 Des invraisemblances

12.1 Des attaques les 11 et 12 mai ?

Jean Ngarambe rapporte qu'il a participé à une attaque contre les Tutsi à Jurwe le 12 mai et qu'ils ont été repoussés (p. 39). De même, Serge Farnel parle à Esther Uwayisenga de l'attaque du 11 mai (p. 263). Elle répond que le génocide continuait comme avant.

Or, d'après nos informations, les rescapés disent que début mai, les attaques avaient cessé à tel point que certains ont recommencé à cultiver.⁴² Ainsi Augustin Ndahimana Buranga déclare : « *Le 13 mai, j'étais à Kazirandimwe avec ma femme, mes enfants et ma mère, Adèle Nyiramahe. Ce jour-là nous avons traîné là parce que nous pensions que les miliciens avaient arrêté de nous attaquer car quelques jours avaient passé sans qu'ils viennent. Vers 9 heures j'ai vu les Tutsis qui étaient à l'école primaire de Gitwa courir, et j'ai aussi entendu des coups de feu. Les miliciens nous avaient encerclés...* »⁴³

Même dans le livre de Serge Farnel, Sylvère Nyakahiro déclare : « *Avant le 13 mai, c'était tranquille, tout était calme. On avait recommencé à chercher de quoi manger dans les champs* » (p. 389). Il précise que « *les tueries ont continué jusqu'au 2 ou au 3 mai.* »

Ces assertions sur des attaques les 11 et 12 mai sont donc très douteuses.

12.2 Des hélicoptères le 13 mai ?

Questionnant Adrien Harolimana, Serge Farnel lui fait admettre qu'il y avait des hélicoptères le 13 mai (p. 318) :

Q : Est-ce que vous avez entendu des hélicoptères pendant l'attaque ?

R : Il y avait des hélicoptères qui patrouillaient.

Q : Le 13 et 14 mai ?

R : J'ai vu des hélicoptères même avant ces dates.

Q : Vous vous en rappelez pendant l'attaque des 13 et 14 mai ?

R : Si, je m'en souviens bien. J'en ai vu.

Q : Les hélicoptères, on les entendait souvent dans le ciel avant ou bien les avez-vous vus à une certaine date précise ?

R : C'était en plein génocide, en pleine bataille. Comme il y avait beaucoup de cris de blessés, d'agonisants, de machettes, de tirs, ce n'était pas facile de distinguer les bruits.

41. African Rights, Résistance au Génocide - Bisesero, avril-juin 1994[1, p. 35].

42. African Rights, Résistance au Génocide - Bisesero, avril-juin 1994[1, p. 32].

43. African Rights, Résistance au Génocide - Bisesero, avril-juin 1994 [1, pp. 37-38].

La première réponse du témoin donne satisfaction à l'enquêteur, il a vu des hélicoptères. Sa dernière réponse laisse entendre qu'il n'en a pas entendu.

Le même scénario se reproduit avec Fidèle Simugomwa (p. 340) :

Q : Est-ce qu'il y avait des hélicoptères dans le ciel lors des attaques des 13 et 14 mai ?

R : Je n'ai pas pu distinguer s'il s'agissait d'hélicoptères français ou rwandais, mais il y avait des hélicoptères dans le ciel.

Q : Pendant les attaques ?

R : D'habitude, les hélicoptères sillonnaient dans le ciel, mais le 13, moi qui étais là, je n'ai pas vu d'hélicoptère.

Q : Et le 14 ?

R : Le lendemain, je n'étais pas là. Le 14 au matin vers onze heures, nous sommes retournés à Ruhengeri d'où nous étions venus. Je ne suis pas resté à Mubuga.

Le témoin répond d'abord oui, il a vu des hélicoptères les 13 et 14 mai. On comprend ensuite qu'il n'en a pas vu.

13 Des témoignages douteux

13.1 Le témoignage d'Esther Uwayisenga à l'origine de l'accusation

Le témoignage déterminant pour Serge Farnel (page 86) est celui de la rescapée Esther Uwayisenga qui avait 8 ans à l'époque. Elle lui dit avoir vu des Français le 12 mai, veille du jour où elle a été machettée (page 260). Comment a-t-elle reconnu que c'était des Français ? Elle a vu 4 Blancs en uniforme vert sortir d'un véhicule militaire (pp. 257-258). Ils ont fait des signes aux Tutsi pour qu'ils descendent. Trois sont venus à leur Jeep. Un seul des trois est survivant. Serge Farnel ne demande pas son nom et ne l'interviewe pas alors qu'elle lui dit : « *Vous pouvez le voir si vous le souhaitez* » (p. 260). Esther ne peut rapporter ce que les Français ont dit à ces trois Tutsi.

Ce témoignage est capital nous dit Serge Farnel car c'est celui « *qui m'a ouvert la piste de la présence de soldats français à la mi-mai 1994* » (p. 251). Or reportons-nous à la transcription de ce fameux témoignage. C'est plutôt un entretien entre Serge et Esther en réalité. Repérons les occurrences des mots Français et Blancs dans la partie qui concerne les 12 et 13 mai. Précisons que nous retenons les mots Français comme substantif ou français comme adjectif qualificatif. Le mot Blancs désignant des personnes à la peau blanche. Le premier à parler de Français est Serge Farnel qui demande : « *Quand avez-vous rencontré les soldats français ?* » (p. 256). La description des hommes arrivant en voiture commence par une question de Serge Farnel : « *Ils sont tous Blancs ?* » Esther répond oui (p. 258). Dans cette transcription nous comptons seulement 2 occurrences du mot Blancs, utilisé à égalité par Serge et Esther. En revanche, nous comptons 18 occurrences du mot Français, 5 chez Esther, 13 chez Serge. Esther ne peut dire qu'une chose, elle a vu des Blancs le 12 mai. Elle n'a pas de moyen de vérifier leur nationalité. En effet elle ne peut rapporter les paroles que les Blancs ont adressées aux trois Tutsi venus à eux, ni en quelle langue elles ont été dites. Or l'interview est mené comme si d'évidence c'était des Français. La pression de l'enquêteur sur le témoin est particulièrement visible ici.

Freq. mots	Esther	Serge	Total
Blancs	1	1	2
Français	5	13	18
Total	6	14	20

TABLE 2 – Fréquence des mots Blancs et Français dans l'entretien de Serge Farnel avec Esther Uwayisenga à propos des 12 et 13 mai

Le témoignage d'Esther se fragilise quand Serge Farnel parle de l'attaque du 11 mai (p. 263). Elle répond que le génocide continuait comme avant. Or les rescapés disent que, début mai, les attaques avaient cessé à tel point que certains ont recommencé à cultiver.⁴⁴

44. African Rights, Résistance au Génocide - Bisesero, avril-juin 1994[1, p. 32].

Serge Farnel ajoute page 95 que Esther était ce 12 mai 1994 avec un certain Philémon. Il la réentend en 2010 avec ce Philémon Namuhoranye sur les lieux de la rencontre (page 568). Philémon, âgé de 15 ans à l'époque, dit que plusieurs personnes sont allées parler aux Blancs. « *Ce sont des gens qui sont sortis d'un peu partout* », dit-il. Quand Serge Farnel demande combien ils étaient, il répond qu'il ne se rappelle pas et ajoute « *peut-être plus que cinq* ». Comment Esther pouvait-elle dire exactement trois personnes dont deux sont mortes ? Serge Farnel ne pose pas la question. Esther dit que le 12 mai elle a vu 2 véhicules militaires (p. 257). Interrogée avec Philémon, celui-ci affirme qu'il y en avait 8 ou 10 (p. 572), elle dit alors qu'elle en a vu 6 (p. 573). Nous observons la stratégie des témoins qui consiste à modifier leurs récits afin de produire une version cohérente pour le Blanc qui les interroge.

Philémon a vu des Blancs, « *de mes propres yeux* », dit-il. « *Ils étaient avec des Noirs, mais le seul que j'ai pu reconnaître est une seule personne nommée Twagirayezu* » (p. 569). Il précise son prénom Jean-Baptiste et dit qu'il était enseignant. C'est l'instituteur Jean-Baptiste Twagirayezu qui a été recruté le 27 juin à Mubuga par le lieutenant-colonel Duval pour le guider à Bisesero. Serge Farnel ne fait pas le rapprochement. Il fait remarquer qu'à cette distance Philémon ne pouvait pas reconnaître quelqu'un. L'autre persiste. Qu'ont rapporté les adultes qui étaient allés discuter avec les Blancs ? « *Ils ont dit, répond Philémon, que les Blancs leur avaient dit de patienter quelques jours, après quoi ils reviendraient nous protéger* » (p. 571). Des Français avec le guide Twagirayezu qui disent qu'ils reviendront dans quelques jours ! N'y a-t-il pas confusion avec ce qui s'est passé le 27 juin ? Serge Farnel ne relève pas.

Jean-Baptiste Twagirayezu, cet instituteur Interahamwe qui sert de guide à Duval, a été interrogé par la commission Mucyo. Il déclare que les Français sont arrivés à Gishyita, « *à une date que je ne peux plus bien préciser mais qui est postérieure au 20 juin 1994, qui pourrait être le 22 ou le 23.* »⁴⁵ Twagirayezu ne parle pas à la commission Mucyo de présence de Français les 12-14 mai dans la région. Serge Farnel n'a pas interrogé Jean-Baptiste Twagirayezu et ne cite pas son témoignage à la commission Mucyo, qui est antérieur et contredit sa thèse.

Le témoignage d'Esther et de Philémon paraît fragile et Serge Farnel ne fait rien pour le renforcer. Il interroge ni Twagirayezu ni le survivant qui aurait causé aux Français. Il n'indique pas son nom.

Emmanuel Cattier et Immaculée Mpinganzima ont rencontré Esther Uwayisenga à Bisesero le 26 décembre 2004 avec quelques rescapés. Un échange s'est établi sur le sujet de Bisesero, la présence française et l'opération Turquoise. Certains interlocuteurs avaient manifestement la volonté d'exprimer leur réprobation contre l'attitude française. Ils n'ont pas entendu Esther ou les autres parler de la présence de Français le 12 mai qui leur auraient promis du secours et les auraient abandonnés.⁴⁶

De même, Jacques Morel a été chargé par Immaculée et Emmanuel de porter une photo et un cadeau à Esther. Il l'a rencontrée le 7 janvier 2009 à Gishyita. Alors qu'il était accompagné de deux Rwandaises, Esther n'a pas parlé de ce 12 mai où des Français seraient venus.

13.2 Le témoignage de Fidèle Simugomwa

Serge Farnel présente Fidèle Simugomwa comme un ancien chef milicien (p. 407), commandant les Interahamwe de Ruhengeri (p. 46). C'est ce témoin, un tueur, qui confirme tout le scénario ou peut-être même qui en fournit le canevas.

Fidèle Simugomwa a été interrogé deux fois par la commission Mucyo.⁴⁷ Agriculteur du secteur de Mubuga dans la commune de Gishyita, il est devenu ensuite employé au campus universitaire de Nyakimana près de Ruhengeri. Il a été condamné pour génocide mais a purgé sa peine. Il est revenu à Mubuga. Il témoigne à propos du programme d'autodéfense civile à l'université de Nyakinama, au sud de Ruhengeri, là où exerçaient les DAMI.⁴⁸ Dans son bref témoignage fourni en annexe,⁴⁹ il déclare avoir « *assisté à deux reprises à des va et vient des militaires français à Bisesero.* » Mais il n'insiste pas. Il parle des barrières que gardaient les Français à Gishyita, de leur reconnaissance à Nyange,⁵⁰ de leur

45. Rapport Mucyo, [2, Annexes, p. 110].

46. Emmanuel Cattier, *Interview de rescapés du génocide à Bisesero*, 26 décembre 2004. <http://www.francegenocidetutsi.org/CattierMpinganzimaBisesero.pdf>

47. Rapport Mucyo, [2, p. 61, Annexes p. 87].

48. Rapport Mucyo, [2, p. 61].

49. Rapport Mucyo, [2, Annexes, p. 87].

50. Le lieutenant-colonel Duval des commandos de l'air basés à Kibuye se rend le 28 juin 1994 près de Nyange.

volonté de « bloquer l'armée du FPR ». Il s'agit là d'événements durant l'opération Turquoise. Il ne fait aucune allusion au rôle de Français le 13 mai 1994.⁵¹

Ce Fidèle paraît bien peu fidèle. En effet, présenté comme chef des Interahamwe de Ruhengeri, Serge Farnel lui demande de quoi il était armé. Il répond : « *J'avais une arme, un gourdin "Ubuhiri", un gros bâton clouté* » (28 avril 2009, p. 336). Le bâton clouté c'est l'arme des paysans, pas vraiment des Interahamwe, *a fortiori* d'un chef. Le 15 février 2010, à la même question il répond avoir une épée et aussi une grenade (p. 505). C'est plus plausible. Mais comment lui faire confiance ?

Lors de la projection de vidéos qu'a faite Serge Farnel, celui-ci affirmait que selon Fidèle, le Premier ministre était venu tenir une réunion à la fin avril à la préfecture de Kibuye. Rien ne le confirme. Fidèle s'est probablement trompé de date ou a inventé. De plus, selon lui, des Français assistaient à cette réunion. Serge Farnel y croyait mordicus. Il a dû avoir des doutes puisqu'il ne retient pas cet épisode dans son livre. Il aurait dû écarter l'ensemble du témoignage.

Fidèle affirme qu'il a dit à son procès au tribunal Gacaca en 2002 que le 13 mai « *il y avait des militaires français qui fusillaient les Tutsi* » (page 331). Au minimum, il fallait aller vérifier le procès-verbal de sa déposition devant le tribunal Gacaca, ce qui n'a pas été fait.

Il dit avoir pris la parole à la commémoration du génocide en 2008 et déclaré que des militaires français avaient pris part au massacre du 13 mai 1994 à Bisesero (page 332). Eric Nzabihimana pense qu'il n'a pas dit ça à une commémoration, et certainement pas à Bisesero.

13.3 Le témoignage de Jeanne

Cette femme, que nous ne connaissons que par son prénom chrétien, était enceinte et a accouché pendant le génocide. Elle affirme qu'elle a subi une échographie à l'hôpital de Kibuye. Le docteur Blam nous confirme qu'un tel équipement existait. Donc cette femme ne fabule pas complètement. Elle déclare qu'un hélicoptère transportant des soldats blancs a tenté d'atterrir au stade Gatwaro alors que celui-ci était encore couvert de cadavres. Le massacre des réfugiés dans ce stade a eu lieu le 18 avril. Ignace Banyaga affirme que le 22 avril le préfet Kayishema a organisé une réunion pour ramasser les cadavres du stade (p. 279). L'auteur ne retient pas son témoignage et le lecteur n'en comprend pas vraiment la raison, sinon que ce témoignage n'est pas recoupé par d'autres. Voilà une saine prudence.

13.4 Le témoignage de Semi Bazimaziki

C'est un militaire, sous les ordres du colonel Rusatira (p. 551). Il a été blessé. Il est renvoyé chez lui à Gishyita (p. 549). Il a un fusil. Ce qui est un peu curieux c'est que le colonel Léonidas Rusatira commande l'ESM, l'École supérieure militaire. Il n'est donc pas censé combattre. En effet cette école se replie de Kigali à Kigeme, près de Gikongoro où il n'y a pas eu de combats avec le FPR. Semi Bazimaziki a pu être sous ses ordres mais comment a-t-il été blessé ? Nous ne le saurons pas.

Il voit des Français le 11 mai à Gishyita et dit qu'ils vivaient là (p. 553). Ils avaient déjà installés des barrières à côté du bureau communal. Ils avaient des tentes. Sur question de Serge Farnel, il affirme que des hélicoptères venaient (p. 554).

Le policier communal Sylvestre Rwigimba dit aussi que les Français étaient déjà installés à Gishyita le 13 mai. Ils étaient plus précisément au CCDFP, Centre Communal de Développement et de Formation Professionnelle, autrement appelé « chez Fundi » (p. 519). Ce témoin, un grand tueur, affirme également qu'un hélicoptère français allait et venait. À cette date du 13 mai, c'est ce qu'affirment ces deux témoins de Serge Farnel. Il semble que ces témoins confondent la fin du mois de juin avec la mi-mai. Pour être sûr qu'il y avait un hélicoptère français à la mi-mai à Gishyita, il faudrait avoir des témoignages des Tutsi qui, à Bisesero, ne peuvent pas manquer de voir ces hélicoptères. Serge Farnel ne nous en donne pas.

Il semble lui-même confondre les deux périodes. Ainsi le 16 février 2010, il se trouve devant le bar de Mika à Gishyita et se souvient qu'il y est venu avec la commission Mucyo pour reconstituer les événements de la fin juin 1994 (p. 555). Les soldats français allaient y boire, selon des témoins.⁵² Alors qu'il est censé reconstituer les événements du 13 mai, Serge Farnel dit à Semi Bazimaziki : « *Donc, les soldats français*

51. Jean de Dieu Mucyo, *Audition de Simugomwa Fidèle*, Mucyo, 10 août 2006. <http://www.francegenocidetutsi.org/FidèleSimugomwaAnnexeMucyo.pdf>

52. *Probe follows up in the foot-steps of French soldiers to Bisesero*, ARI/RNA, december 19th, 2006.

venaient prendre un verre de temps en temps ici ? » L'autre répond : « *Oui, de temps en temps. Ils venaient en véhicules. Ils s'asseyaient sur les deux côtés* » (p. 556). Tous les deux ont confondu la période des 27 juin-1^{er} juillet avec celle des 12-14 mai.

13.5 Le témoignage de Godelieve Mukangamije

L'autre témoin de Serge Farnel que l'auteur de cet article a pu rencontrer le 4 juin 2010 est Godelieve Mukangamije.⁵³ Elle reconnaît qu'elle s'est trompée de date avec Serge Farnel. Elle confondait le 12 mai et le 27 juin. Elle a perdu toute notion des dates mais explique bien qu'elle a vu des Français pour la première fois le jour où Eric Nzabihimana les a rencontrés, donc le 27 juin. Elle dit qu'elle a vu au mois de mai Sikubwabo, le bourgmestre de Gishyita, avec des Interahamwe mais pas avec des Blancs. Elle a vu aussi Musema, le directeur de l'usine à thé de Gisovu. Elle s'est cachée à Mubuga et partout dans des brousses de la région de Bisesero. Quand nous lui demandons ce qui s'est passé le 27 juin elle répond : « *Nous avons vu des véhicules qui arrivaient là-haut. Ils sont retournés. On a tué beaucoup beaucoup de personnes, plus qu'avant.* » Après le 27, son mari Simon Gasana et ses 2 enfants, Mushimiyimana et Niyomogabo ont été tués, de même Ntagwabira, Samuel, Caritas, Cyriaque, et beaucoup d'autres. Elle était cachée et blessée. Son mari a été tué le 28 entre 12 et 13 h. Cette femme nous est apparue complètement traumatisée, comme d'ailleurs tous les survivants. Il nous semble qu'il faudrait passer des jours à l'écouter pour comprendre ce qu'elle a vécu.

Nous l'avons à nouveau rencontrée le 24 octobre 2011 avec plusieurs autres personnes, elle a répondu aux questions de Jean-Luc Gallabert, la traduction étant assurée par Vénuste Kayimahe et Valérie Marinho De Mourra a filmé l'entretien. Dans cette vidéo, elle dit en substance ce qui suit.

« On nous a tué terriblement. J'ai reçu un coup d'épée derrière la nuque. Quand les Français sont arrivés il y a eu une plus grande extermination. C'était au mois de juin, peut-être vers le 26 juin. Ils ont dit qu'ils venaient nous défendre mais c'est là que nous avons été exterminés. J'ai reçu ce coup d'épée sur la tête. Ce sont les Interahamwe de Ruzindana arrivés dans des bus. Non, avant cette date il n'y avait pas de Français. Je me suis cachée dans un buisson, j'étais blessée. Quand les Français sont arrivés, ceux qui étaient allés les voir sont venus me chercher dans le trou. A Goma, j'ai eu beaucoup de problèmes. On était malade. Tout nu. On avait faim. On nous a pas donné d'habits. On nous a donné des draps pour nous couvrir. Les Français disaient qu'elle était une petite fille. On lui a apporté un pagne.

Mes enfants, ils les ont remontés. Les véhicules de Ruzindana les ont écrasés. Ce qui s'est passé est une horreur. Je n'ai pas de mari. J'ai besoin de vivre, de manger. »

Réinterrogée sur ce qu'elle a dit à Serge Farnel, elle répond en substance : Elle a été appelée par Adrien à côté de l'école de Mumubuga. Elle s'est trompée, elle a vu les militaires français après le 27. Elle ne se souvenait pas des dates, elle n'a pas eu le temps de réfléchir. Elle les a vu une première fois et rentrer et revenir dans trois jours.

13.6 Le témoignage de Adrien Harelimana

Serge Farnel interroge Adrien Harelimana le 22 avril 2009 (p. 304). C'est ce Adrien Harelimana fils de Michel Serumondo et d'Agnès Mukamurigo qui ont survécus et sont interviewés dans la brochure d'African Rights sur Bisesero. Adrien Harelimana est entendu par la commission Mucyo. Les deux récits coïncident sur le fait que Adrien, blessé, est évacué le 30 par hélicoptère à Goma. Le récit devant cette commission de sa première rencontre avec les militaires français correspond au 27 juin :

« Je les ai rencontrés pour la première fois à Bisesero quand nous sommes descendus les rejoindre à leur passage à un endroit où nous leur avons montré les blessés et les cadavres encore frais, les suppliant de nous protéger contre les tueurs qui exécutaient le génocide des Tutsi. Ces militaires nous ont expliqué qu'ils ne pouvaient rien faire face à notre situation, parce qu'ils n'en avaient pas les moyens. Ils sont alors repartis tout de suite sans nous apporter aucun secours. Ils n'ont tout simplement pas voulu nous aider, alors qu'ils pouvaient demander du renfort à leurs chefs. Ces militaires français sont finalement revenus, après quelques jours et ont pris à peu près quinze personnes qui étaient grièvement blessées, moi y compris, et

53. Elle s'appelle Godelieve Mukangamije et non Gudelieve Mukanganije.

ils nous ont amené par hélicoptère jusqu'à Goma. Arrivés là, ils ont dit qu'ils voulaient nous soigner, or nous avons passé toute une semaine sans manger ». ⁵⁴

Il est clair que cette première rencontre des Français a lieu quelques jours avant son évacuation en hélicoptère à Goma. Celle-ci est du 30 juin. Il témoigne ensuite sur les amputations abusives. ⁵⁵

Selon Serge Farnel, il a vu des militaires français dans deux jeeps le 12 mai (p. 307). Dans une des jeeps il y avait deux Blancs et un noir, celui-ci étant Twagirayezu. L'analogie avec la rencontre du 27 juin où celui-ci sert de guide aux Français vient à l'esprit. Le témoin dit que Twagirayezu viendra une 2^e fois avec les Français ce qui lui a permis de l'identifier.

13.7 Le témoignage de Antoine Sebirondo

Antoine Sebirondo (20 ans en 1994) est un rescapé qui a été emmené par les Français à Goma pour être soigné. Il a été témoin de la rencontre du 27 juin.

Il affirme par ailleurs qu'il a vu des Blancs en uniforme le 12 mai. Ils étaient dans trois véhicules. Ils se sont arrêtés à Ruhuha et étaient entourés d'Interahamwe. Ils n'ont pas parlé aux Tutsi. Serge Farnel lui dit que ces Blancs étaient français et qu'ils étaient accompagnés de Twagirayezu (p. 293). Le témoin, qui dit avoir vu Twagirayezu le 27 juin, s'embrouille. Sebirondo dit qu'il y a un survivant qui était avec lui le 12 mai. Ce serait Siméon.

13.8 Le témoignage de Siméon Karamaga

Siméon Karamaga a été l'adjoint de Aminadabu Birara, l'organisateur de la résistance à Bisesero. ⁵⁶ Serge Farnel le rencontre accompagné d'Antoine Sebirondo. Il lui fait dire qu'il a vu des Blancs le 12 mai, parce qu'il était avec Sebirondo et que celui-ci dit en avoir vu. Siméon ne connaît pas leur nationalité. Il n'en a pas vu le 13.

L'analyse des fréquences des mots Blancs et Français dévoile jusqu'à la caricature la manipulation de Serge Farnel. Siméon n'utilise qu'une seule fois le mot Blancs et c'est pour le 27 juin. Serge Farnel l'utilise 10 fois. Il parle 2 fois de Français, Siméon pas une seule fois.

Dans son témoignage à African Rights, Siméon Karamaga ne parle pas de présence de Français à Bisesero avant le 27 juin. ⁵⁷

Alors que Siméon Karamaga est le seul chef de la résistance encore en vie, Serge Farnel n'a-t-il pas d'autres questions à lui poser ?

Freq. mots	Siméon	Serge	Total
Blancs	1	10	11
Français	0	2	2
Total	1	12	13

TABLE 3 – Fréquence des mots Blancs et Français dans l'entretien de Serge Farnel avec Siméon Karamaga à propos des 12 et 13 mai

13.9 Le témoignage d'Etienne Basabose

Interrogé avec un groupe de rescapés le 30 avril 2009, Basabose affirme qu'il a vu des Blancs les 12 et 13 mai (p. 427). C'est au mois de juin 1994 que les Interahamwe lui ont appris que c'étaient des Français (p. 428).

Dans le cadre d'une autre enquête nous interrogeons Etienne Basabose le 24 octobre 2011. Il ne reconnaît de présence de Français ni le 12, ni le 13 mai.

⁵⁴. Rapport Mucyo, [2, Annexes, p. 5].

⁵⁵. Audition d'Adrien Harelimana, 18 décembre 2006. Cf. Rapport Mucyo, [2, pp. 224-225].

⁵⁶. Voir section 3 page 3.

⁵⁷. Siméon Karamaga, *Testimony on the resistance at Bisesero*, African Rights, 8 février 1997. <http://www.francegenocidetutsi.org/SimeonKaramaga8February1997.pdf>

13.10 Le témoignage de Sylvère Nyakayiro

Sylvère Nyakayiro, appelé Sylvestre par Serge Farnel, est rescapé et habite à Mubuga. Il avait 22 ans en 1994. Il est monté à Bisesero pour nous rencontrer le 4 juin 2010. Il travaille dans une mine. Il dit qu'il a vu des Blancs, une 1^{re} fois entre le 24 et le 27 avril, une 2^e fois les 13 et 14 mai. Ils étaient 4, habillés de kaki, portant des casques comme des mineurs. Ils tiraient avec les autres soldats. Sylvère se cachait quand il les a vus. Ils étaient à une distance entre 100 et 200 mètres.

Eric Nzabihimana, qui nous accompagne, ne croit pas à ce que dit Sylvère. Sinon « il l'aurait su », ajoute-t-il. Il précise qu'ils se regroupaient entre eux après les attaques et se parlaient.

En effet, en particulier le soir du 13 mai ils se sont rassemblés.⁵⁸

Nous ne nous permettons pas de rejeter ce qu'affirme Sylvère Nyakayiro. Il parle de 4 Blancs. Serge Farnel en trouve 10, qu'il assure être français. Étant donné que lors de l'attaque du 13 mai il y a eu des centaines, voire plus d'un millier d'agresseurs, il ne nous paraît pas réaliste de laisser croire que 10 hommes ont joué un rôle déterminant.

Dans son témoignage à Serge Farnel, Sylvère Nyakayiro parle de l'arrestation du Tutsi de Bisesero nommé Rusangana (pp. 388-389). Cette histoire est rapportée par ailleurs. Il s'agit de Rusanganwa à qui Obed Ruzindana dit de prévenir les autres que la guerre est terminée, qu'ils se regroupent à l'école primaire de Bisesero pour y recevoir vêtements, nourriture et médicaments. Le lendemain Obed revint avec un camion rempli de soldats qui massacrèrent les deux blessés envoyés là pour tester la sincérité d'Obed. Cette histoire est racontée par Jean-Damascène Nsanzimfura.⁵⁹

Une histoire semblable est racontée par le témoin II au procès de Kayishema et Ruzindana. Ce dernier accompagné du conseiller Mika, se faisant passer pour un fonctionnaire de la Croix-rouge, dit aux Tutsi de se rassembler à l'école primaire, cellule Jurwe, secteur Bisesero, commune Gishyita, d'y amener les blessés et qu'il va leur distribuer des vivres. Beaucoup de Tutsi se sont rassemblés là, dont des blessés. Ruzindana est arrivé avec un camion pris à un commerçant nommé Antoine. Des militaires en débarquèrent et tirèrent sur les Tutsi. Le témoin II ne se souvient pas de la date.⁶⁰ Sylvère dit que cette arrestation du « vieux monsieur » s'est passé entre le 24 et le 27 avril, et qu'il a vu des Blancs deux jours avant. Nous ne trouvons pas de confirmation de ces dates, ni de la présence de Blancs. Dans ce témoignage, nous ne pouvons pas démontrer que Sylvère fabule.

13.11 Le témoignage d'Elie Ngezenubwo

Elie Ngezenubwo, paysan tueur, est interrogé par Serge Farnel le 15 février 2010, donc lors de la reconstitution. Il affirme que le 13 mai, il y avait des Blancs qui tiraient (p. 517). Il parle d'une grosse arme qui tirait sur la colline. Il assure que les militaires rwandais marchaient en avant avec les Blancs (p. 528). Il les suivait et achevait les blessés à la machette. Elie se trouve lors de cette reconstitution avec un groupe de tueurs dont Sylvestre Rwigimba, policier de Gishyita. Ils affirment tous que les Blancs disposaient d'une « grosse arme » montée sur une Jeep qui pouvait tirer très loin (pp. 521-522).

Elie Ngezenubwo a été entendu par la commission Mucyo le 14 décembre 2006. Le bourgmestre de Gishyita, Sikubwabo, a organisé des attaques vers Bisesero durant trois jours après l'arrivée des Français fin juin 1994. Puis il leur a demandé de les cesser. Il y avait des miliciens de Cyanguu et de Gisenyi. Les Français laissaient passer les Interahamwe à leurs barrières et ils survolaient Bisesero sans jamais arrêter les tueurs.⁶¹ Ceci se passe durant l'opération Turquoise. Il n'est pas question de présence de Français les 12 et 13 mai.

L'auteur de cet article a rencontré deux fois Elie Ngezenubwo le 7 janvier 2009, puis le 25 octobre 2011. Alors qu'à cette date il n'avait pas réalisé que c'était un témoin de Serge Farnel, il interroge Elie Ngezenubwo sur le début de l'opération Turquoise à Gishyita :

Q : As-tu participé aux attaques à Bisesero quand les Français étaient là ?

58. Témoignage de Vianney Uwimana, d'Alexandre Rwihimba, de Léoncie Nyiramugwera. Cf. African Rights [1, pp. 37, 40, 43].

59. African Rights, Résistance au Génocide - Bisesero, avril-juin 1994[1, p. 51].

60. William H. Sekule, *Procès Kayishema - Ruzindana : Audition du témoin II*, TPIR, 10 novembre 1997, pp. 30-36. <http://www.francegenocidetutsi.org/KayishemaTranscript-10111997.pdf>

61. Rapport Mucyo, [2, p. 214, Annexes, pp. 70-71].

R : J'y suis allé dans la dernière attaque, celle du 13 ou du 14 je ne me rappelle plus bien. Nous sommes montés devant eux (vers Bisesero) et ils n'ont pas su ce que nous entreprenions, mais aussi nous les avons dépassés puis retrouvés en cours de route lorsque eux-mêmes montaient vers là. Arrivés là-bas, nous avons réalisé des massacres, mais eux je ne les ai pas vus nous prêter main forte, seulement ils y sont montés pour observer, ils sont passés par un côté et nous par l'autre ; sinon moi aussi j'ai participé à cette époque aux attaques de Bisesero. De même qu'un certain Simugomwa que je n'ai pas cessé d'évoquer dans cette interview ; lui il a plusieurs personnes dont certains vivent à Mubuga qui seraient partis de là à Mubuga en compagnie des Français. Mais je ne le sais pas très bien, dans le témoignage qu'il donne, il a plusieurs autres témoins qu'il connaît qui eux aussi donnent ce témoignage. Vous allez le chercher, il va vous trouver d'autres personnes qui fournissent des preuves... peut-être nombreuses et claires, provenant de diverses sources, ce sera autre chose que mon seul témoignage ou celui d'un seul autre individu qui ne connaîtrait pas bien ces choses. Donc vous le contacteriez lui aussi et il vous montrerait ces autres personnes qui pourraient vous donner leur témoignage sur ce qu'ils savent et ont vu sur les responsabilités des soldats français. Quant à moi, la responsabilité sur laquelle j'insiste concerne ce qui s'est passé ici au bureau communal car quand il a brûlé, il s'y trouvait deux Français. Simugomwa Fidèle, vous pourriez le chercher du côté de Mubuga, je ne sais pas s'il y travaille toujours au bureau du secteur ou s'il fait le TIG (travaux d'intérêt général), mais je sais il détient des informations sur les militaires français car je sais qu'on allait ensemble témoigner à ce sujet. Nous sommes allés ensemble à Bisesero, ainsi qu'un nommé Twagirayezu. Ce Twagirayezu lui, était même leur interprète. Vous le connaissez ? Oui, Twagirayezu, on était ensemble également à Kigali. Il était leur interprète, il détient des informations bien claires, lui il s'entretenait avec eux.⁶²

Nous voulions poser une question relative aux attaques de la fin du mois de juin. Le début de la réponse d'Elie est très intéressant. Il parle de « *la dernière attaque, celle du 13 ou du 14* ». Nous n'avons pu relever puisque l'interprète n'a pas dû traduire. Relisant la transcription traduite, 13 ou 14 fait penser au mois de mai. Elie ne se souvient plus bien. Ils sont montés à Bisesero avant les Français. « *Je ne les ai pas vus nous prêter main forte.* » Il semble que cela correspond au comportement des Français du 27 au 30 juin. « *Ils y sont montés pour observer* », ajoute-t-il. Puis il recommande d'aller s'adresser à Fidèle Simugomwa à Mubuga, « *il va vous trouver d'autres personnes qui fournissent des preuves* ».

Elie mélange les événements des 13-14 mai et ceux de la fin juin 1994. Il conseille vivement de rencontrer Fidèle Simugomwa. Nous ne sommes pas allés voir ce dernier. Celui-là serait le détenteur d'une histoire à laquelle Elie a été mêlé, mais il ne veut pas aller plus loin dans des explications. Nous voyons là confirmation que Fidèle serait l'inventeur d'une histoire qu'Elie n'assume pas totalement.

14 Pas de Français ni le 12 ni le 13 mai

Plusieurs témoignages figurant dans le livre ne font pas allusion à la présence de Français avant le 27 juin. Ignace Banyaga ne témoigne que d'événements survenus à Kibuye. De même, Aurélie Musabayezu et ses deux fils René et Jean-Luc ont réussi à se cacher à l'hôpital et sur la colline Gatwaro qui domine le stade. Téléphore Iyamuremye témoigne sur les Français à Kibuye à partir du 22 juin 1994. Il n'a pu les rejoindre à l'école des sœurs que le 8 juillet, car les Français n'avaient pas démantelé une barrière tenue par les Interahamwe (p. 147). Odile Mukayiranga Mutima raconte comment elle a pu échapper au massacre du stade Gatwaro et s'enfuir au Zaïre. Michel Kayihura et Pascal Ngoga ne témoignent sur les Français qu'à partir de leur arrivée à Bisesero le 27 juin. Liberata Mukagahima était à Kibuye et n'est venue à Bisesero qu'en juin. Félicien Nzabamwita situe l'arrivée des Blancs après le 14 mai, ils sont venus et ont promis de revenir, dit-il, ce qui confirme qu'il parle du 27 juin. De même, Eric Nzabihimana ne voit pas de Français avant le 27 juin. Aucun de ces dix témoins ne cautionne la thèse du livre. Alors pourquoi leur témoignage y figure-t-il ? Serait-ce pour donner du sérieux à un livre qui en manque ?

⁶². Interview de Elie Ngezabubwo par Jacques Morel, Gishyita, 25 octobre 2011. Interprète Jean Ruzindana, CNLG. Transcription et traduction Vénuste Kayimahe.

14.1 Le témoignage d'Eric Nzabihimana

Serge Farnel a interviewé Eric Nzabihimana le 20 avril 2009. Aucun des deux ne parle de présence de Français lors de l'attaque du 13 mai.

Accompagnant l'auteur de cet article à Bisesero le 4 juin 2010, après avoir rencontré Sylvère Nyakayiro et Godelieve Mukangamije, Eric déclare « *si c'était vrai, on l'aurait su.* »

Plus tard il va interroger plusieurs rescapés dont :

- Ndayisaba François, secrétaire exécutif du secteur de Mubuga. C'est lui qui le 27 juin reconnaît le guide Twagirayezu qui est son professeur. Il le dénonce comme chef Interahamwe.

- Gasimba Narcisse, responsable de la cellule Bisesero.

- Kayigamba Narcisse, blessé par balles, évacué par les Français le 30 à Goma.

- Antagara Benoît.

- Seromba Charles, photographié en 1994 et en 2004 par Paris-Match.

Aucun n'a entendu parler de présence de Français les 12 ou 13 mai dans la région de Bisesero.

Venu en France en avril 2013, Eric déclare :

J'ai redemandé à Adrien Harelimana, un témoin de Farnel, s'il avait vu les militaires français le 13 mai. Il a dit : « *Non. Je l'ai dit parce que les Interahamwe de Mubuga le disaient* ». En plus, il a dit à la commission Mucyo qu'il a rencontré les militaires français pour la première fois le 27 juin.

L'attaque du 13 mai nous a tous surpris, beaucoup étaient rentrés cultiver chez eux. Ça faisait plus d'une semaine que les attaques ne venaient pas. Et on a vu le matin du 13 les tueurs qui venaient de partout et qui ont commencé à tuer les gens. C'étaient des Interahamwe, des militaires, des policiers, des gardiens de prison. Ils avaient des armes à feu et des armes blanches. Les Interahamwe venaient de Ruhengeri, de Gisenyi, de Cyangugu et bien sûr de Kibuye. On l'a su. Si des militaires français avaient été là, on l'aurait su.

Pourquoi ce ne sont que les génocidaires de Mubuga qui le disent ? Dans les Gacaca, on n'a jamais parlé de militaires français au mois de mai. Il faudrait mener d'autres enquêtes pour être sûr qu'ils étaient là.

15 Discréditer les plaintes contre l'armée française ?

15.1 Dévaloriser les plaintes déposées contre l'armée française

Serge Farnel affirme que son enquête décale le curseur de l'accusation relative à la responsabilité de la France officielle dans le génocide perpétré à l'encontre des Tutsi du Rwanda. « *Le voilà déplacé de la complicité [...] à la participation directe de certains de ses soldats sur le terrain même du massacre de masse* » (p. 7).

En 2005 en effet, les six plaintes de Rwandais contre l'armée française avec constitution de partie civile n'invoquaient que la « complicité de génocide ». Si Serge Farnel ne dit pas que ces plaintes sont dépassées par ses découvertes, d'autres le font pour lui.

Enflammé par l'enquête de Serge Farnel qu'il présente et valide dans la revue *La nuit rwandaise* N° 4, l'éditorialiste écrit à propos de Patrick de Saint Exupéry que « *confronté à un scandale aussi monstrueux, celui-ci aura retenu sa plume près de quatre ans... Les émotions sont bien tempérées au pays du crime absolu.* » Cette belle envolée littéraire omet juste un fait. Une des pièces à conviction majeure dans ce procès fait à l'armée française est l'article du-dit journaliste, paru deux jours après qu'il ait accompagné ce groupe de reconnaissance commandé par le lieutenant-colonel Duval, alias Diego, qui rencontra les Tutsi de Bisesero le 27 juin 1994 et les abandonna aux tueurs.⁶³ De plus ce journaliste écrivit cinq jours après un article au titre retentissant, *La « solution finale » du préfet de Kibuye*, où il dénonçait la passivité des militaires français qui préféraient négocier avec ce préfet organisateur des massacres, « *en dépit des appels à la création d'un tribunal pour juger des crimes contre l'humanité commis au Rwanda* ». ⁶⁴

63. Patrick de Saint-Exupéry, *Rwanda : Les assassins racontent leurs massacres*, Le Figaro, mercredi 29 juin 1994, p. 3. <http://www.francegenocidetutsi.org/PatrickDeSaint-ExuperyFigaro29juin1994.pdf>

64. Patrick de Saint-Exupéry, *La « solution finale » du préfet de Kibuye*, Le Figaro, 5 juillet 1994, p. 6. <http://www.francegenocidetutsi.org/LaSolutionFinaleDuPrefetDeKibuye.pdf>

Quels que soient les travers que l'on peut trouver à ce journaliste, on ne peut lui reprocher d'être allé là où il fallait, d'avoir écrit de façon rapide et exacte ce qu'il avait vu et entendu, enfin d'avoir compris en quelques jours ce que la plupart des gens en France ne veulent toujours pas admettre, que les soldats de leur prétendue Patrie des Droits de l'homme étaient de mèche avec les assassins, au moins durant ces jours-là.

Ce qui pouvait n'être qu'excès de plume s'est matérialisé récemment dans un article paru dans l'hebdomadaire *Golias* consacré aux révélations de Serge Farnel.⁶⁵ Dans cet article, l'éditeur du livre de Serge Farnel s'emporte contre Eric Nzabihimana qui aurait fait une mauvaise traduction des propos de Godelieve Mukangamije. Il lui reproche d'avoir mis l'auteur de ces lignes sur de mauvaises pistes et de l'avoir trompé.

Non seulement, Eric Nzabihimana est un de ces survivants de Bisesero qui a participé à la résistance, mais c'est lui qui a arrêté le groupe de reconnaissance des Commandos de l'air ce 27 juin. C'est lui qui a causé au lieutenant-colonel Duval, alias Diego, qui lui a montré les cadavres encore chaud des Tutsi et l'a supplié de ne pas les abandonner. Eric est aussi un de six plaignants de 2005 contre l'armée française. Durant l'été 2012, il a accompagné celui qui l'insulte publiquement et lui a présenté les témoins qu'il voulait entendre.

Cette mise en cause d'un plaignant ne peut que semer le doute sur le bien-fondé de sa plainte devant la justice. Alors qu'ils prétendent charger encore plus l'armée française, Serge Farnel et ses amis ne font que fournir des arguments pour la défense de celle-ci.

15.2 Introduire des faux pour saboter le dossier

Une autre démarche de Serge Farnel est à signaler. En mars 2010, alors qu'il n'a fait examiner à personne les résultats de son enquête, il est allé rencontrer l'avocat des six plaignants contre l'armée française et a voulu verser au dossier ses témoignages. Ce geste pose question. Aurait-on voulu perturber l'instruction des ces plaintes qu'on ne s'y serait pas pris autrement.

L'introduction de fausses preuves dans un dossier judiciaire fait la joie des avocats des personnes incriminées.

Rappelons en quelques mots l'épisode de la note Germanos publiée dans le rapport Mucyo. Cherchant des preuves du soutien accordé par l'armée française aux auteurs du génocide des Tutsi après 1994, les enquêteurs rwandais auraient trouvé ce document lors de la déroute des ex-FAR au Zaïre.

Ce document paraît vraisemblable.⁶⁶ Mais les noms sont faux. Il n'y a pas de général Yves Germanos, mais Raymond Germanos, adjoint au chef d'état-major des armées est connu. La Place de Caylus évoque le camp de Caylus où s'entraînent les troupes de marine. Le maire de Caylus s'appellerait Gilles Bonsang si l'on en croit Filip Reyntjens. Le texte dit en clair que le Commandement des opérations spéciales de l'armée de terre française aide les ex-FAR. Il faut un œil exercé pour savoir que le COS ne dépend pas de l'armée de terre. Même le pseudonyme PAPA ROMEO n'a pas fait sourire les membres de la commission Mucyo qui, en publiant ce document, ont plombé un rapport qui est par ailleurs sérieux et bien fait.

15.3 L'action des services de renseignement militaire

Les auteurs de ce faux, assurément des militaires français des services de renseignement, doivent encore en rire, car les Reyntjens et Lugan se sont empressés de publier dans la grande presse cette bévue des rapporteurs rwandais.

Une des preuves de l'expertise de ces services en méthodes de désinformation est qu'ils ont appris à leurs homologues rwandais à fabriquer des faux messages et à les attribuer à leurs adversaires. Jean-François Dupaquier y a consacré un livre.⁶⁷

65. Bruno Boudiguet, *Rwanda, révélations sur l'opération Turquoise*, Golias, 4 avril 2013. <http://www.francegenocidetutsi.org/Golias4avril2012.pdf>

66. Yves Germanos, *Le général Yves Germanos à Léon Habiarimana, Julien Twangirumungu et Pascal Chitararanga*, Place de Caylus, 2 juin 1998, signé P.O. Colonel Gilles Bonsang. Cf. Rapport Mucyo [2, p. 295]. <http://www.francegenocidetutsi.org/Germanos2juin1998RapportMucyo.pdf>

67. Jean-François Dupaquier, *L'agenda du génocide. Le témoignage de Richard Mugenzi, ex-espion rwandais*, Karthala, 2010.

Les officiers supérieurs français qui ont été impliqués dans les opérations au Rwanda sont très meurtris par ces mises en cause de 2005,⁶⁸ de même que par le communiqué du 5 août 2008 du Gouvernement rwandais qui, rendant public le rapport Mucyo, dresse la liste des personnalités politiques et militaires françaises, « les plus impliquées dans le génocide ». Neuf des militaires cités ont déposé plainte en diffamation contre la revue *La Nuit Rwandaise* qui avait mis ce communiqué sur son site web.

Que l'état-major ait chargé un service de suivre cette affaire et d'entamer des actions de déstabilisation dans les groupes qui accusent l'armée française ne surprendrait pas.

Une preuve que ces services suivent les productions littéraires de ces groupes qui mettent en cause l'action de la France au Rwanda est donnée par le colonel Thierry Jouan, ancien de la DGSE. Dans un livre où il relate sa mission en 1994 dans un pays dénommé Zuwanie, où on reconnaît facilement le Rwanda, il s'en prend à une journaliste qui a enquêté sur l'opération Turquoise et publie ses carnets de voyage dans *La Nuit Rwandaise* N° 3. Il cite exactement les pages 23-24, 30.⁶⁹

16 Conclusion

Serge Farnel, qui a suivi les débats de la commission Mucyo, est connu pour accueillir tout témoignage accusant la France sans examen critique.⁷⁰ Il y a été envoyé par une agence de presse israélienne, la *Metula News Agency*, dite la Ména, qui utilise les horreurs dans lesquelles l'armée française est impliquée pour blanchir l'armée israélienne de ce qu'elle fait subir aux Palestiniens.

Les preuves qu'il prétend apporter sont minces. Les témoignages qu'il présente sont des entretiens où il ne cesse d'influencer la personne censée lui raconter ce qu'elle a vu. C'est déjà le cas quand il interroge en privé. Mais il considère comme déterminants des récits faits en public devant les autres témoins qui ont ainsi le temps de préparer leur déclaration et de s'accorder avec les autres personnes présentes. Beaucoup de témoins placent dans la période 12-14 mai ce qui s'est passé fin juin. Nous observons Serge Farnel faire lui-même cette confusion.

De son pool de témoignages il extrait des pièces pour reconstituer un puzzle dont il a imaginé le résultat *a priori* dans des discussions avec un chef Interahamwe et avec d'autres personnes en France entre ses deux séjours au Rwanda.

La scène qu'il présente au final est contredite par la plupart des témoignages recueillis sur le massacre du 13 mai. Ses témoins tueurs n'en parlent pas quand ils ont été interrogés par la commission Mucyo. Ses témoins rescapés n'en parlaient pas quand ils ont été interrogés avant son enquête ou la dénie quand on les interroge maintenant. Selon des rescapés que nous avons interrogés, jamais la participation de Français au massacre du 13 mai n'a été évoquée lors des commémorations du génocide dans la région de Bisesero. Comment pourrait-on être mieux informé à Paris que les survivants à ces trois mois d'horreurs ?

Serge Farnel aurait pu au moins faire une critique interne de ses témoignages et constater qu'ils ne se recourent pas, se contredisent ou sont invraisemblables. Il aurait pu faire une critique externe et examiner les témoignages recueillis lors d'autres enquêtes, *a fortiori* quand ce sont les mêmes témoins qui sont interrogés.

La manière dont il considère tous ses témoins sur un pied d'égalité, ignorant presque que les uns sont les tueurs, les autres sont le gibier, est particulièrement répugnante. Il va même jusqu'à considérer ses témoins assassins comme les rescapés de la Shoah.

L'interprète Vénuste Kayimahe qui a participé aux deux jours de cette prétendue reconstitution met en doute la véracité des affirmations de Serge Farnel : « *C'était lors d'une reconstitution de certain épisode très troublant du génocide, épisode il faut le reconnaître, non encore historiquement confirmé.* »⁷¹ Mais il considère qu'il est possible que des soldats français, soit anciens de Noroît ou du Dami-Panda, soit des mercenaires, aient été présents à ce moment-là à Bisesero. Ceci, parce que, lors d'autres enquêtes, il a entendu des témoignages de la présence de militaires français pendant le génocide dans d'autres régions du Rwanda.

68. Voir par exemple Lafourcade [4, p. 164].

69. Thierry Jouan, *Une vie dans l'ombre (extraits)*, 21 mai 2013. <http://www.francegenocidetutsi.org/JouanVieDansLombre.pdf>

70. Dès le 15 mai 2010, une rescapée rwandaise écrivait dans son blog que l'enquête de Farnel présentée dans le *Wall Street Journal* n'était pas sérieuse au vu de ses écrits précédents. <http://kagatama.blogspot.com/>

71. Vénuste Kayimahe, *La randonnée de la mort*, 25 mars 2010. <http://www.francegenocidetutsi.org/KayimaheRandonneeDeLaMort.pdf>

Nous considérons qu'il est possible que des Français se soient trouvés dans la région de Gishyita-Bisesero vers le 13 mai. Mais Serge Farnel n'en apporte pas la preuve et le rôle qu'il leur fait jouer apparaît comme un scénario qu'il a imaginé à partir de témoignages qu'il a sollicités ou manipulés.

Serge Farnel aurait dû exercer sur ses propres reportages vidéo, le même esprit critique avec lequel il harcèle Charles Enderlin, qu'il accuse d'avoir fait un montage sur la mort du petit Mohammed Al-Dura. L'accusation dont il poursuit Enderlin se retourne contre lui.

À partir d'une idée et d'indices qui ne sont peut-être pas tous faux, il a fait un montage dont le résultat n'a aucune valeur. C'est pire, il crée l'effet inverse de l'objectif qu'il dit poursuivre. La publication de ses prétendues révélations ne peut que nuire aux témoignages des victimes qui réclament justice.

16.1 Remerciements

Merci à Georges Kapler et Jean-Luc Galabert pour leurs informations, à Emmanuel Cattier pour sa relecture.

Références

- [1] AFRICAN RIGHTS : *Résistance au Génocide - Bisesero - Avril-Juin 1994*. African Rights, avril 1998. Édition française.
- [2] COMMISSION NATIONALE INDÉPENDANTE CHARGÉE DE RASSEMBLER LES PREUVES MONTRANT L'IMPLICATION DE L'ÉTAT FRANCAIS DANS LE GÉNOCIDE PERPÉTRÉ AU RWANDA EN 1994 : *Rapport*. République du Rwanda, 15 novembre 2007.
- [3] Alison Des FORGES : *Aucun témoin ne doit survivre. Le génocide au Rwanda*. Karthala, Human Rights Watch, Fédération internationale des Droits de l'homme, avril 1999. Traduction de *Leave None to Tell the Story*.
- [4] Jean-Claude LAFOURCADE et Guillaume RIFFAUD : *Opération Turquoise*. Perrin, mars 2010.
- [5] Olivier LANOTTE : *La France au Rwanda (1990-1994). Entre abstention impossible et engagement ambivalent*. P.I.E Peter Lang, 2007.
- [6] Gabriel PÉRIÈS et David SERVENAY : *Une guerre noire - Enquête sur les origines du génocide rwandais (1959-1994)*. La Découverte, 2007.

Nom	S	P2011	P2012	Date	12	13	Témoignage
Banyaga Ignace	H	267-280	365	21/4/09	N	N	Archiviste préfecture Kibuye
Basabose Etienne	V	427	550-551	30/4/09	O	O	Les Interahamwe lui ont dit que les Français étaient là le 13 mai
Basabose Etienne	V	532-533	669	15/2/10	O	O	Les Interahamwe lui ont dit que les Français étaient là le 13 mai
Bazimaziki Hesron	T	506-509	640-643	15/2/10	N	O	Ordres de Sikubwabo le 13 au matin
Bazimaziki Semi	T	506-510, 549-557	640-644, 691-699	16/2/10	O	O	FAR a un fusil- 8 veh. français
Habimana Uziel	T	505	643	15/2/10	N	O	
Kakizimana Philémon	V	536	674	15/2/10	N	O	Des Blancs sur la colline Bisesero
Harelimana Marcel	V	546-548	687-689	15/02/10	N	O	Avec 2 soldats blancs le 13 mai
Harolimana Adrien	V	304-328	407-433	22/4/09	O	N	Blancs + Twagiyarezu 12 mai, armes lourdes 13 mai, 27 juin, Goma
Harolimana Adrien	V	432-435	557-559	30/4/09	O	N	Blancs + Twagiyarezu 12 mai
Iyakare Siméon	V	534	671-672	15/2/10	N	O	Français le 13 mai et 27 juin
Iyamuremye Téléphore	V	142-155	225-240	17/4/09	N	N	Caché à Kibuye, sœurs Namur, Nyarushishi
Karamaga Siméon	V	46, 480-484	60, 611-616	14/2/10	O	N	Soldats blancs le 12 mai
Karangwa Vincent	V	533	670	15/2/10	N	O	Blancs avec une grosse arme dans un veh.
Karebana Emmanuel	V	545-546	686	15/2/10	N	O	Blancs attaquant le 13 mai
Karihenze Antoine	T	513-520, 527, 531	647-656, 664, 668	15/2/10	N	O	Paysan avec bâton et machette
Kayihura Michel	V	73-75, 156-169	93-95, ?	18/4/09	N	N	Bisesero, 27 juin, Eric, Twagiyarezu
Mageza Raphaël	T	538-543	678-684	15/02/10	N	O	Avec 2 soldats blancs le 13 mai
Mukagahima Liberata	V	204-219	295-312	19/4/09	N	N	Gitwa, hélico, sœurs Namur, Nyarushishi
Mukayiranga Mutima Odile	V	575-584	719-729	1-31/7/11	N	N	Mabanza, stade Gatwaro, fuite au Zaïre 21 avril
Musabayezu Aurélie	V	370-385	483-501	29/4/09	N	N	Cachée à l'hôpital de Kibuye, sœurs Namur, Nyarushishi
Musabayezu René	V	436-479	563-610	13/2/10	N	N	Fils d'Aurélie, caché à l'hôpital et sur la colline Gatwaro
Musabayezu Jean-Luc	V	436-479	563-610	13/2/10	N	N	Fils d'Aurélie
Namuhoranye Philémon	V	568-574	711-717	16/2/10	O	O	Bisesero, Blancs le 12 mai
Ndayisaba Isaac	V	531-532	669	15/2/10	N	O	Veh. avec arme à feu sur le toit
Ngarambe Faustin	V	558-559	701-703	16/2/10	N	O	Attaque sur la colline de Nyiramakware
Ngarambe Jean	T	401-406	521-527	30/4/09	O	O	Le 12, Twagirayezu lui est préféré comme guide
Ngarambe Jean	T	537	679	15/2/10	O	O	Les Blancs mettaient des roquettes sur leur fusil

TABLE 4 – Témoignages présentés dans le livre de Serge Farnel.

Statut : S=V Victime, S=T Tueur H=Hutu non tueur

P2011 : numéros de page dans l'édition de 2011

P2012 : numéros de page dans l'édition de 2012

Date : date de l'interview

12 : Présence de Blancs le 12 mai (Oui/Non)

13 : Présence de Blancs le 13 mai (Oui/Non)

Nom	S	P2011	P2012	Date	12	13	Témoignage
Ngezenubwo Elie	T	54, 515-531	70, 651-658	15/2/10	N	O	Des soldats blancs et rwandais
Ngoga Pascal	V	188-203	277-293	19/4/09	N	N	Bisesero, 27 juin, Twagiyarezu, hélicoptères, Yusuf, 30 juin
Niwemuzungu Moïse	H	346-357	455-468	29/4/09	N	N	Emma de Caunes au Home St-Jean. Militaires français à Kibuye le 3 mai.
Nyakayiro Sylvère	V	386-400	503-519	30/4/09	O	O	4 Blancs tirent fin avril. Blancs le 13 mai
Nyakayiro Sylvère	V	543-544	684-686	15/2/10	N	O	Blancs le 13 mai
Nyamwigema François	T	411-423	533-546	30/4/09	O	N	10 Blancs dans une Jeep
Nzabihimana Eric	V	221-250	313-345	20/4/09	N	N	Nyakiyabo, Murambi, Bisesero, 27 juin
Nzabamwita Félicien	V	535	673	15/2/10	N	N	L'arrivée des Français peut être le 27 juin et non le 13 mai
Rurangirwa Charles	V	535-536	674	15/2/10	N	O	Blancs avec très grosse arme
Rutera Emmanuel	V	536	674	15/2/10	N	O	Des Blancs
Rutwaza Ahamadi	V	358-369	469-481	29/4/09	N	N	Massacre du stade Gatwaro, Caterpillar
Ruzindana Casimir	V	534	672-673	15/2/10	N	O	Des obus
Rwigimba Sylvestre	T	511-530	658-674	15/2/10	N	O	Policier communal
Sebirondo Antoine	V	281-303	381-406	21/4/09	O	N	Blancs le 12 mai, Goma
Sebirondo Antoine	V	480-484	561-562	14/2/10	O	N	Soldats blancs le 12 mai
Simugomwa Fidèle	T	329-345, 505	435-453	28/4/09	O	O	8 à 12 militaires français le 13 mai
Simugomwa Fidèle	T	407-410	529-532	30/4/09	O	O	Reconstitution
Simugomwa Fidèle	T	505-510	643	15/2/10	N	O	Reconstitution
Ufitayezu Jean-Baptiste	V	175-187	263-276	19/4/09	N	N	Bisesero, 27 juin
Uwayisenga Esther	V	251-266	347-363	21/4/09	O	N	Bisesero, Blancs le 12 mai
Uwayisenga Esther	V	568-574	711-717	16/2/10	O	N	Bisesero, Blancs le 12 mai
Uwineza Cécile	V	86, 170-174	92-101, 257-262	18/4/09	N	N	Bisesero, 27 juin
Uzabaraho Fidèle	T	515-520	651-653	15/2/10	N	O	Mumubuga
Uzabaraho Fidèle	T	522-526	659-664	15/2/10	N	O	Colline Kanyinya

TABLE 5 – Témoignages présentés dans le livre de Serge Farnel (suite).

Statut : S=V Victime, S=T Tueur H=Hutu non tueur

P2011 : numéros de page dans l'édition de 2011

P2012 : numéros de page dans l'édition de 2012

Date : date de l'interview

12 : Présence de Blancs le 12 mai (Oui/Non)

13 : Présence de Blancs le 13 mai (Oui/Non)